

مركز التحرير

# Le Monde

QUARANTE ET UNIÈME ANNÉE - N° 12364 - 4 F

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : André Laurens

— VENDREDI 26 OCTOBRE 1984

## Corde raide aux Philippines

Washington, qui avait mis en garde M. Marcos contre toute indulgence envers les militaires impliqués dans le meurtre de Benigno Aquino, a non moins rapidement décerné un satisfecit au président philippin en jugeant « positive » sa décision de faire traduire en justice les mêmes militaires.

Cette double réaction illustre assez bien le rôle de tuteur que les Etats-Unis jouent pour le pouvoir aux Philippines.

La publication des conclusions de l'enquête sur l'assassinat de Benigno Aquino a mis fin à une fiction : ce n'est pas un « agent communiste » mais bel et bien des officiers supérieurs des forces armées qui portent la responsabilité du meurtre. Conséquence politique : le président Marcos n'a pu faire autrement que se désolidariser d'une partie de la hiérarchie militaire — y compris de son chef d'état-major, le général Ver — qui constituait jusqu'à présent un pilier essentiel de son autorité. La question est désormais de savoir si son régime peut survivre à un tel ébranlement.

Cet exercice de corde raide est d'autant plus périlleux que, si elle considère comme normal que la vérité soit enfin dite sur le rôle des militaires dans le drame qui s'est joué l'an dernier sur l'aéroport de Manille, l'opinion philippine n'exonère pas pour autant le chef de l'Etat de ses propres responsabilités.

Avec une imprudence qui lui a été reprochée aussi bien à Manille que par les commentateurs américains, M. Reagan a cru pouvoir être dimanche dernier que la seule alternative était entre le régime du président Marcos et une prise du pouvoir par les communistes. Un tel langage a été pris comme un affront par l'opposition démocrate aux Philippines, qui estime constituer un recours crédible contre la dictature et la guérilla armée.

Pour combien de temps encore ? Le contexte dans lequel va se préparer et s'ouvrir — dans quels délais ? — le procès des responsables du meurtre de Benigno Aquino ne laisse que des chances bien minces à une issue pacifique de la crise. Tous les témoignages confirment en effet une radicalisation des oppositions au profit des mouvements les plus extrémistes. La débâcle de l'économie philippine et les remèdes rigoureux que veut lui imposer le FMI ne peuvent en outre que renforcer le mécontentement populaire.

Une solution pourrait être, pour le président Marcos, de tenter une réconciliation avec les plus modérés de ses adversaires, de consentir une ouverture démocratique qui serait de nature à rallier au moins les milieux d'affaires et la hiérarchie catholique. Ce serait, pour lui, accepter à terme de se retirer et que cesse le règne de son clan sur la nation. Quelques signes — comme la récente rencontre à Washington du président Reagan et le cardinal Sin, archevêque de Manille — font penser que c'est à ce genre de formule que l'on songe aux Etats-Unis.

Reste à savoir si les militaires philippins, dont l'emprise sur le pays s'est considérablement accrue ces dernières années, consentiraient alors à rentrer sagement dans leurs casernes ou ne se risqueraient pas plutôt à reprendre par la force le pouvoir, dont on voudrait les priver par le droit.

**Un militant d'extrême gauche exécuté en Turquie**  
Lire page 32

## Crise financière au Liban

### Le gouvernement s'efforce d'enrayer la chute brutale de la livre

De notre correspondant

Pour la première fois depuis le début de la guerre, en 1975, la livre libanaise subit le contre-coup du conflit, ce qui provoque un véritable traumatisme dans la population.

Beirut. — Cette fois, c'était la descente en ville, l'accélération vertigineuse vers l'abîme. Le dollar, à plus de 9 livres libanaises samedi dernier, avait gagné une livre en deux jours.

Pour spectaculaire qu'il soit, le redressement par paliers à 7,70/7,80 LL pour un dollar (cotation de ce jeudi matin), intervenu dans un marché ultraneurose comportant des fluctuations quotidiennes de 0,5 à 1 LL, dans les deux

sems, n'a pas suffi à rasséréner les déposants, aujourd'hui sceptiques sur l'avenir à terme de leur monnaie après y avoir cru dur comme fer, même aux pires moments des dix années de la guerre du Liban.

Le redressement à 8,10-8,40 LL intervenu lundi 22 octobre, dans un marché ultraneurose, n'a pas suffi à rasséréner des déposants aujourd'hui sceptiques, après avoir cru dur comme fer dans leur monnaie, même aux pires moments des dix années de la guerre du Liban. Par ailleurs, samedi 21 octobre, le dollar avait déjà été enregistré au palier des 7 LL.

LUCIEN GEORGE.

(Lire la suite page 6.)

## Sidérurgie : fusion en RFA

### Krupp et Kloeckner regroupent leurs activités

Krupp-Stahl et Kloeckner Werke, deux des principaux groupes sidérurgiques ouest-allemands, ont annoncé le 24 octobre leur intention de fusionner leurs activités sidérurgiques à compter du 1<sup>er</sup> janvier 1985. La nouvelle société ainsi formée, Stahlwerke Krupp Kloeckner (SKK), dans le capital de laquelle entrera le groupe australien Conzino Rio Tinto of Australia (CRA), deviendra ainsi l'un des premiers producteurs d'acier européen et l'un des tous premiers mondiaux dans les secteurs des aciers spéciaux et des produits plats.

Le capital de cette société sera de 1,5 milliard de marks allemands (4,5 milliards de francs), répartis entre Krupp (35 %) Kloeckner Werke (30 %) et CRA (35 %).

La production actuelle des installations qui composeront la future société s'élève à 9 millions de tonnes d'acier brut. Elles emploient 43 000 personnes et réalisent un chiffre d'affaires de 10 milliards de DM. Toutefois, la réduction programmée d'un million de tonnes par an de la production d'acier brut et de 2 millions de tonnes de laminés se traduira par la suppression de quelque 3 000 emplois.

Krupp et Kloeckner estiment que leur fusion entraînera une diminution de leurs coûts de production de 200 à 300 millions de marks allemands par an. Elles annoncent leur intention de développer de nouveaux procédés métallurgiques moins gourmands en capitaux.

(Lire la suite page 28.)

## Thomson réorganise son secteur « grand public »

Le groupe Thomson engage une restructuration en profondeur de ses activités dites « grand public » : fabrication et commercialisation de téléviseurs, de chaînes hi-fi, de magnétoscopes mais aussi d'appareils ménagers.

Dans ce secteur qui emploie 23 000 personnes, Thomson a enregistré pour la première fois en 1983 des pertes de l'ordre de 80 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 14 milliards de francs. C'était le signe d'une dégradation générale. La réduction de la consommation des ménages touchés par la rigueur n'a guère amélioré les résultats, et M. Gomez, le PDG du groupe, s'apprête à annoncer des pertes beaucoup plus importantes cette année.

Les difficultés du groupe français se résument ainsi : Thomson a une taille insuffisante à l'échelle mondiale.

ERIC LE BOUCHER.

(Lire la suite page 28.)

## AU JOUR LE JOUR Retenue

Le Parti communiste français a condamné fermement le jugement prononcé contre Jacques Abouchar. Il se demande pourtant si la « campagne violente » menée en France à ce sujet n'a pas contribué à envenimer les choses et à aggraver le sort de notre compatriote.

On se souvient de ces esprits prétendument « modérés » qui, en France, pendant la guerre, conseillaient aux résistants de faire preuve de modération, faute de quoi ils envenimeraient les choses et encourageraient la cruauté de l'occupant.

Attribuer une part de responsabilité dans la répression à ceux qui luttent contre elle ? Suggérer aux victimes et à leurs amis un peu de retenue face à l'iniquité ? L'idée a trop servi contre les communistes pour qu'ils nous la servent à leur tour aujourd'hui.

BRUNO FRAPPAT.

## LA GRÈVE DES FONCTIONNAIRES

### De la difficulté de contenir les salaires

par FRANÇOIS SIMON

Pour défendre leur pouvoir d'achat, les salariés de la fonction publique étaient appelés à faire grève, le 25 octobre, par six fédérations syndicales, la CFDT s'abstenant de lancer un mot d'ordre national. Des actions étaient également prévues dans les établissements publics, qui ont entraîné des perturbations, pour les usagers des transports notamment. C'est la deuxième fois cette année — le précédent mouvement remonte au 8 mars — que les fonctionnaires et assimilés se mobilisent pour faire modifier le calendrier et le système des augmentations salariales prévues par le gouvernement en 1984.

Selon l'OCDE, « la politique des revenus est une action concertée entre les différents partenaires sociaux en vue d'aboutir à une régulation de la croissance des revenus ». Si l'on s'en tient à cette

définition, bien peu de pays ont pratiqué une telle politique. On a plus souvent vu les pouvoirs publics tenter d'imposer une modération de la croissance des salaires, soit par l'intermédiaire de la loi, soit par l'intermédiaire des entreprises le moyen d'investir. La politique mise en route par M. Jacques Delors, et appliquée depuis juin 1982, est conforme à cet objectif. Elle consistait à supprimer le système d'indexation des salaires sur les prix, système si bien entré dans les usages depuis une vingtaine d'années qu'aucun gouvernement n'avait pu s'y attaquer. Même M. Raymond Barre, qui soulignait l'impérieuse nécessité de modifier le partage de la richesse nationale, n'avait pu obtenir sur ce point de résultats significatifs. L'évolution annuelle du taux de salaire horaire ouvrier le montre clairement (voir tableau page 30).

Pour le gouvernement de la gauche, les choses allaient dans le même sens, le salaire horaire atteignant son plus haut niveau fin 1981 (+ 16,3 %). Mais, comme on s'en souvient, la courbe fut stoppée en juin 1982 par un blocage des prix et des salaires pour quatre mois, décidé par MM. Mauroy et Delors, qui, par la suite, développèrent une action spécifique pour faire en sorte que l'évolution des rémunérations ne soit plus systématiquement alignée sur celle des prix.

Pour parvenir à ce résultat, il a fallu la conjonction de deux facteurs. En premier lieu, l'accord tacite des syndicats qui n'ont pas vraiment réagi à l'annonce officielle de la désindexation et qui ont accepté de négocier les augmentations de salaires sur la base d'un taux d'inflation prédéterminé. En second lieu, et ceci explique aussi

cela, la détérioration du marché du travail qui a fortement contribué, au bout d'un certain temps, à modérer les revendications.

On dira qu'il s'agit-là d'un dirigisme peu en rapport avec la doctrine économique libérale. En réalité, tous les pays industrialisés ont tenté ou tentent, chacun à sa manière, de s'assurer la maîtrise des coûts par le contrôle des revenus. L'expérience la plus fameuse, parce que la plus inattendue, a été faite aux Etats-Unis par le président Nixon. Le 15 août 1971 (une date que l'on retient généralement pour la décision de suspendre la convertibilité du dollar en or), il annonce des mesures destinées à la fois à stimuler la croissance (détaxe de l'investissement, surtaxe temporaire de 10 % sur les importations) et à réduire l'inflation.

(Lire la suite page 30.)

## L'avenir de l'opposition en Pologne

### Amertume et désarroi

De notre envoyé spécial

Varsovie. — Tout ce qu'ils pouvaient faire, les Polonais l'ont fait. Août 1980, les seize mois qui ont suivi, c'était un miracle, une réussite inespérée — et même cela a échoué. A présent, les choses sont claires, la décision ne peut pas, ne pourra pas être obtenue sur place, par nos propres forces, nous devons attendre un événement extérieur.

Formulé par un très grand clivage, ce constat amer ne fait sans doute pas l'unanimité à Varsovie. Mais, sans conteste, il est « dans l'air », en cet automne 1984. Le gris est mis, et la mode n'y est pour rien. D'ailleurs, la Pologne n'est plus à la mode. L'amertume, le sentiment d'impuissance, sont plus perceptibles maintenant qu'en plein état de guerre, ou même il y a seulement quelques mois, alors que les prisons étaient encore pleines de centaines de détenus politiques.

Du côté des gouvernés, s'entend, car le régime, lui, affiche l'assurance d'un convalescent qui revient de loin. Il saute bruyamment le retour progressif des dirigeants occidentaux que le réalisme pousse à renouer des contacts avec un pouvoir, peut-être peu sympathique, mais apparemment en place pour longtemps.

L'anniversaire (le quarantième) de la création de la milice et de la police politique vient d'être célébré avec une insistance sans précédent, et les réjouissances n'ont cessé que

pour laisser la place, immédiatement après, à un autre anniversaire (le quarante et unième) : celui de la création de l'armée populaire. Le porte-parole du gouvernement fait état de « sondages » (invérifiables) qui attesteraient une sensible baisse d'audience des radios « subversives » (occidentales) qui diffusent vers la Pologne.

Tout va bien, mieux en tout cas, y compris l'économie, à condition bien sûr de ne s'intéresser qu'aux chiffres officiels de la production (en hausse) — et de ne se soucier ni des conditions de vie harassantes — ni de la formidable hypothèque sur l'ave-

nière que constituent un délabrement croissant de l'équipement industriel et le gouffre technologique qui se creuse avec les pays occidentaux.

La population semble largement déabusée, désorientée, tentée souvent par un repli sur soi, sur la famille : ce que la presse clandestine décrit avec inquiétude comme l'« atomisation » de la société. Les efforts qu'il faut déployer pour s'assurer un approvisionnement simplement décent rongent le temps libre (sans parler du temps de travail) et l'énergie.

JAN KRAUZE.

(Lire la suite page 3.)

## DANS « LE MONDE DES LIVRES »

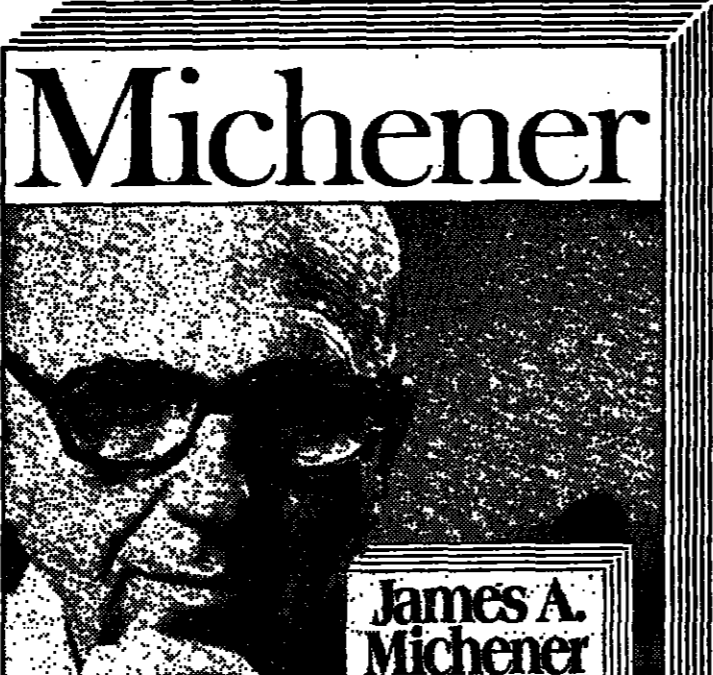
Pages 11 à 22

« Les modernes » de JEAN-PAUL ARON

— Lire l'entretien de RAPHAËL SORIN avec l'auteur et le feuilleton de BERTRAND POIROT-DELPECH.

Etre écrivain en Afrique du Sud

— Un texte inédit d'ANDRÉ BRINK.



**Michener**

James Michener est en quelque sorte le généraliste des nations. Il aime, avant tout, brasser les siècles, les espaces, les peuples et les grands sentiments. Et cela lui réussit. Dernier pays traité : la Pologne. Trois familles, sept siècles, de l'héroïsme et de la tragédie. Du Michener.

Rémy Lillet / L'Express

**James A. Michener Pologne**

SEUIL

rit de famille  
contre les m  
President M  
brutalité excep  
hommes d'arm  
ENTRÉE



مكتبة النور

EUROPE

Les difficultés de l'opposition en Pologne

(Suite de la première page.)

« Les gens sont beaucoup trop fatigués pour faire de la politique », comme l'explique un des principaux ex-prisonniers. Les jeunes se réfugient de plus en plus dans le rock, la drogue... ou à l'étranger. Entre dix-huit et vingt-cinq ans, l'héroïne fait autant d'adeptes (200 000) que l'appartenance au parti.

Certes, comme toujours en Pologne, les choses sont en fait beaucoup plus compliquées. La confiance, pour ne pas dire la morgue, affichée par le pouvoir n'est pas vraiment convaincante, et il serait simpliste d'assimiler l'abattement des « opposants » (actifs ou passifs) à de la résignation. L'émotion, la colère suscitées par un incident, comme l'enlèvement du père Popieluszko, montre à quel point les nerfs des gens restent à vif. Mais l'amnistie de juillet dernier a modifié le paysage politique. Le maintien en prison de personnalités populaires, démocratisées était un puissant élément mobilisateur.

Conscients du « danger » que pouvait représenter une simple libération des détenus, les dirigeants du mouvement dissous avaient pris soin de réclamer aussitôt autre chose : le retour au pluralisme syndical. Ils avaient obtenu sur ce point un soutien sans équivoque de l'Église, puissamment aiguillonnée par les déclarations du pape lui-même.

C'est d'ailleurs en grande partie au nom de cette exigence fondamentale que les « onze » principaux prisonniers politiques avaient rejeté au printemps les offres de libération « négociées ». Cela leur valut, le 22 juillet, une belle victoire morale, bien propre à conforter l'image « sans tache » de Solidarité. Mais rien d'autre. Car l'équipe du général Jaruzelski a tout fait depuis pour faire comprendre que ce geste « magnanime » était tout ce qu'elle avait à offrir, et qu'il était hors de question de consentir la moindre concession supplémentaire pour céder au « chantage » du président Reagan.

De fait, au lieu des autres « par en avant » réclamés à l'unisson par MM. Walesa et Bujak, par l'épiscopat et le pape, on a assisté depuis

trois mois à une série de « demi-passés en arrière ». L'amnistie, tout d'abord, n'a pas vraiment été complète. Les vingt prisonniers politiques considérés comme des droit commun ne font guère parler d'eux, mais ils existent.

Certains, anciens militants syndicaux de l'acier de Katowice, sont détenus pour « vol » parce qu'ils avaient caché, lors de la proclamation de l'état de guerre, des appareils à polycopier appartenant à Solidarité. Sans même parler des cas plus délicats des mineurs qui, après que plusieurs de leurs camarades eurent été tués au cours d'une manifestation par des policiers de la ZOMO, firent sauter, sans faire de victime, la cantine desdits policiers. Ou bien de ce prêtre qui s'abstint de dénoncer deux très jeunes gens qui, dans un moment d'affolement, abattirent un milicien.

Autre « recul » par rapport au principe d'une amnistie générale : le maintien en détention de MM. Bogdan Lis (ancien responsable clandestin du syndicat à Gdansk) et Piotr Mierzewski, menacés d'un procès pour « haute trahison ».

Une étrange initiative

D'autres arrestations, en nombre limité (sans doute une vingtaine) ont été de plus opérées depuis l'amnistie. Mais les autorités, apparemment pour éviter de trop charger la balance, n'en ont pas fait état dans leur presse. En revanche, la nouvelle arrestation et la condamnation à deux mois de prison de deux prisonniers politiques très connus, MM. Fraszynski et Piniar, reconnus coupables du délit de dépôt de fleurs, a été l'objet d'une large publicité. Et le « message » a été très bien compris dans l'opposition. « Cela signifie », explique un ancien animateur du KOR, fraîchement libéré, que désormais nous serons pour un ouï ou pour un non remis au trou pour deux mois, comme nous l'étions pour deux jours à l'époque de M. Gierek.

Cependant, l'avertissement le plus clair est venu, début septembre,

sous la forme du projet de « bannissement légal » des opposants politiques les plus coriaces. Un projet bien étrange, propre à ruiner une bonne part des avantages que le pouvoir avait pu tirer, notamment auprès de l'opinion occidentale, de l'amnistie de juillet. L'idée a été présentée par M. Urban, porte-parole du gouvernement - un homme étroitement associé à l'équipe dirigeante construite autour du général Jaruzelski. C'est dire que l'affaire était sérieuse, d'autant que le porte-parole avait cru bon de préciser qu'un accord avait déjà été obtenu de certains pays « situés en dehors du continent européen » pour l'accueil des éventuels bannis : de quoi faire respirer par avance un petit parfum de Mongolie, ou même de Sibérie, comme aux meilleurs jours du dix-neuvième siècle et de l'occupation russe.

L'affaire a profondément choqué en Pologne. L'épiscopat a aussitôt fait savoir aux autorités qu'il réprouvait totalement cette idée, et l'hebdomadaire catholique indépendant Tygodnik Powszechny a signifié son indignation dans un éditorial retentissant, intitulé « Non possumus », qui, curieusement, a échappé pour l'essentiel aux ciseaux du censeur. On peut d'ailleurs relever bien d'autres bizarreries. Le rédacteur en chef de Zycie Warszawy, le quotidien le plus important après l'organe du parti, n'a-t-il pas, lui aussi, critiqué ce projet ? Dans ce cas précis, il est exclu que l'article n'ait pas été inspiré en haut lieu, mais cela n'a pas empêché quelques jours plus tard le ministre de la justice de vanter les mérites du bannissement.

Tout aussi curieux est le fait que le général Kiszczak, ministre de l'Intérieur, qui se pique d'une certaine élégance de manières dans ses rapports avec l'opposition, ait prestement repoussé la paternité du projet, que lui avait attribuée le porte-parole du gouvernement. On en est là, et même si le ministre autrichien des affaires étrangères, en visite à Varsovie, s'est laissé glisser à l'oreille que l'affaire resterait sans suite, le projet n'a pas pour autant été officiellement abandonné.

Trois mois après l'amnistie, cette opposition semble toujours s'en tenir, par tactique ou parce qu'elle n'a guère d'autre choix, à une attitude d'attente. Libérés un à un au cours de l'été, les prisonniers politiques ont d'abord dû reprendre contact avec les réalités, tenter de faire le point. Certains, autrefois très dispersés, comme Jacek Kuroń, gardent à présent le silence. Tous sont évidemment étroitement surveillés, et quelques-uns ont reçu des « mises en garde », parce qu'on les voyait un peu trop souvent, à l'occasion de réunions ou de messes considérées comme politiques. Pour tous, la menace d'une nouvelle arrestation est constante, et dans l'immédiat, ils doivent franchir un obstacle difficile : retrouver du travail.

Tenter autre chose ?

Paradoxalement, l'entreprise semble moins ardue pour les figures les plus connues, mais des consignes ont été données en haut lieu pour qu'ils ne retrouvent pas leur emploi précédent. Tout au plus peuvent-ils espérer être réembauchés dans un autre département d'une même institution ou usine, là où les contacts avec le personnel sont les plus réduits. Mais on connaît aussi des cas de refus systématique d'embauche (jusqu'à vingt-huit refus consécutifs...).

Bien plus éprouvante encore est la position des clandestins. A présent peu nombreux, ils ont en principe jusqu'au 31 décembre pour refaire surface, s'ils veulent espérer bénéficier de l'amnistie. Ces hommes se cachent depuis près de trois ans, et ils sont en droit de se demander si les sacrifices consentis sont à la mesure des résultats obtenus.

Pourtant, le symbole est là : échapper pendant des années à un appareil policier incroyablement développé, ce n'est pas rien, et surtout cela en dit long sur les sympathies dont ils jouissent dans la population. Les anciens responsables de Solidarité semblent d'avis qu'un noyau clandestin (l'actuelle commission provisoire de coordination, TKK) reste nécessaire, aussi réduit que

puisse être son rôle, tant que le pouvoir refuse tout dialogue.

M. Walesa et les quatre membres de la TKK, qui viennent une nouvelle fois de se rencontrer, lundi 22 octobre, à la barbe des policiers, ont d'ailleurs confirmé que les structures du syndicat devraient rester inchangées.

L'idée d'un nouvel organisme, d'une sorte de conseil, qui, sans se présenter ouvertement comme une émanation de Solidarité, chercherait à se faire le porte-parole de la société polonaise avait pourtant fait son chemin au cours de l'été.

Mais, en même temps, le délicat partage des rôles qui s'est instauré entre la « direction » clandestine et M. Walesa, qui joue, lui, la carte de l'action au grand jour, aurait été remis en cause. On a donc préféré y renoncer d'autant que l'atmosphère de crise et l'inquiétude née de l'affaire Popieluszko incitent plus à se serrer les coudes qu'à tenter autre chose.

Lutter contre la soviétisation

Alors, que faire ? L'action syndicale clandestine est forcément limitée, même si la situation varie beaucoup d'une usine à l'autre. Certes, la direction préfère assez souvent céder aux revendications du personnel, ou transiger. Et le recrutement des syndicats officiels plafonne à un niveau médiocre. Mais le véritable militantisme clandestin présente des risques considérables : il se manifeste à petite échelle et dans ces conditions, semble voué à une radicalisation politique.

Le temps des manifestations et des grèves semble lui aussi passé, même si un retour de flamme n'est jamais à exclure : là encore, les événements des derniers jours peuvent aussi bien susciter une bouffée de révolte qu'aggraver encore le sentiment d'abattement et d'impuissance devant la violence du système, des diverses forces qui s'agitent dans son ombre.

Mais la surprise vient de l'extraordinaire floraison de la presse et des publications « illégales ». On a recensé près de 700 titres.

Comment est-ce possible, où trouve-t-on le papier, les machines, les gens ? Le fait est que le système fonctionne, en dépit des arrestations et des saisies, et aussi des aléas de la distribution.

On édite des ouvrages historiques, de la littérature polonaise et étrangère, pas seulement politique, et même des bandes dessinées. L'idée n'est pas seulement de manifester une présence (comme le fait encore, de temps à autre, Radio-Solidarité, poursuivant son jeu de cache-cache avec les gendarmes de la police). Il s'agit surtout d'une immense tâche d'éducation. L'édition clandestine n'en est qu'un élément, une bonne partie du travail se fait oralement, sous la forme d'exposés, de conférences, de réunions qui se multiplient dans toute la Pologne, sous divers prétextes, le plus souvent dans des locaux paroissiaux. Encore faut-il jouer serré, pour éviter de mettre l'Église dans une position inenvisageable.

Tout cela, dans la réflexion politique de l'opposition, porte un nom, celui de « travail à la base », un terme modeste pour désigner une ambition immense : lutter, tout simplement, contre la « soviétisation » des esprits et du pays, empêcher que la Pologne ne perde sa substance et ne subisse son destin. L'objectif peut paraître démesuré, tant les moyens, malgré tout, restent modestes, face au colossal appareil aux mains de l'Etat. Mais il s'appuie sur une série de convictions profondes, plus fortes chez certains, que toutes les fatigues et tous les découragements : l'épisode de Solidarité, même à supposer qu'il soit presque clos, aura forcément évolué les mentalités. Les gens ont moins peur, l'idéologie théoriquement dominante est morte, les bases du système sont donc ébranlées : l'histoire de l'Europe de l'Est a cessé d'être la propriété privée de Marx et de Lénine ; il ne peut pas ne pas se passer, un jour, quelque chose, et c'est ce jour qu'il faut préparer. Combien peuvent-ils être à partager cette foi du charbonnier ? De leur nombre, entre autres, dépendra la durée de l'entracte.

JAN KRAUZE.

Enrichissez vos champs de connaissances.

Aragon, Badinter, Barthes, Bonnefoy, Braudel, Butor, Caillois, Carrère d'Encausse, Char, Chaunu, Chomsky, Condominas, Corbin, Derrida, Detienne, Duby, Einstein, Eliade, Finley, Gernet, Ginzburg, Goubert, Grimal, Jakobson, Jankélévitch, Janov, Le Roy Ladurie, Lorenz, Ruffié, Starobinski, Vernant, Vilar...



Pour l'achat de 3 volumes de la collection, votre libraire vous offre "L'Europe au Moyen-Age" de Georges Duby. GRATUIT

Champs FLAMMARION

Dynepko, K.F.

# AFRIQUE

## Algérie

### Une innovation : des généraux dans l'armée

De notre correspondant

Alger. - Sous le titre anodin de « remise d'insignes de grade à des officiers supérieurs promus » par le président Chadli, l'agence Algérie Presse Service a annoncé mercredi 24 octobre une nouvelle représentant un petit événement en Algérie : la création du grade de général.

Le sommet de la hiérarchie ne sera pas occupé par des généraux d'armée comme en France, mais par deux « généraux majors », les anciens colonels Abdallah Belhouche, membre du bureau politique, vice-ministre de la défense (la fonction de ministre est assurée par le chef de l'Etat), inspecteur général de l'armée nationale populaire, et Mostafa Benloucif, membre suppléant du bureau politique, secrétaire général au ministère de la défense.

Six autres colonels sont promus au simple grade de général : il s'agit de commandants de région militaires et d'un haut responsable du ministère de la défense, membre suppléant du bureau politique, M. Rachid Benyelles. Candidat à la succession de Boumediène, après le décès de celui-ci, comme officier d'active le plus ancien dans le grade le plus élevé, le colonel Chadli, président de la République et chef suprême des forces armées, ne s'est pas promu.

Pendant la guerre d'indépendance, l'armée de libération nationale ne comptait que des colonels. On s'est souvent demandé pourquoi cette situation s'est perpétuée quand elle a été renforcée sur des bases nouvelles en devenant l'armée nationale populaire. Ne pas nommer de généraux permettait d'éviter le culte de la personnalité, expliquaient les Algériens, et dispensait aussi de faire des choix de personnes délicats que le président Chadli paraît maintenant assez fort pour annoncer.

Certains spécialistes considèrent, au demeurant, que l'ancienne situation pouvait se concilier avec l'organisation assez particulière de l'armée algérienne : en pratique, pas de régiments ni de brigades ou divisions articulées entre elles, mais des unités dispersées que l'on affecte d'une région militaire à l'autre selon un savoir dosage. Ces pays et pas seulement des zones stratégiques. Les commandants de région militaire, bien renseignés sur ce qui se passe sur leur territoire, sont investis de pouvoirs importants. Ils ont sous leurs ordres les trois armes, plus la gendarmerie.

A mesure que, tout en poursuivant certaines tâches civiles en matière de grands travaux (par exemple le « barrage vert »), l'armée gagnait en technicité, le maintien de la tradition militaire faisait figure d'anomalie. Tant qu'à normaliser la situation, autant le faire avant le grand défilé militaire du 1<sup>er</sup> novembre.

La remise d'insignes de grade a eu lieu le même jour que la réinhumation solennelle, à Alger, de Krim Belkacem et de huit autres anciens combattants réhabilités (Le Monde du 24 octobre). On annonçait également mercredi que le président Chadli avait signé « le décret portant mesures de grâce amnistiantes et de réhabilitation concernant plusieurs personnes à titre posthume, d'autres condamnées à mort pour certaines affaires depuis l'indépendance, et d'autres condamnées à l'emprisonnement ou à la réclusion perpétuelle ». L'identité des vivants concernés par ce décret n'est pas précisée.

**JEAN DE LA GUÉRIÈRE.**  
[Selon les estimations occidentales, l'armée algérienne comptait en 1984 environ cent mille hommes, sans les réserves.]

## Maroc

● **PRÉCISION.** - Dans le deuxième article de la série « Le Maroc, ou l'Etat c'est lui » (Le Monde du 24 octobre), une erreur de transmission nous a fait attribuer

à M. Abdelmalek Charkoui les propos sur l'informatisation des services de sécurité tenus par un autre économiste.

## Tchad

### Alors que la conférence de Brazzaville est « bloquée »

### LES TROUPES FRANÇAISES ONT ÉVACUÉ BILTINE

Les travaux de la réunion préparatoire à la conférence sur la réconciliation au Tchad, qui se tient à Brazzaville, sont actuellement « bloqués », ont déclaré, mercredi 24 octobre, plusieurs membres des délégations du gouvernement de N'Djamena et du GUNT. M. Adoum Yaoub, chargé des relations extérieures du GUNT, a invité les autorités tchadiennes à « renoncer ouvertement à toute prétention à la légalité et à la légitimité » au Tchad. « Tant que ce préalable ne sera pas levé, a-t-il indiqué, il n'y aura pas de vrai débat à Brazzaville. » De leur côté, les représentants de M. Hissène Habré ont réaffirmé qu'il n'était question, « sous aucune réserve », de remettre en cause les « acquis » du pouvoir en place à N'Djamena. Aucune des deux parties ne paraît pour l'instant disposée à faire des concessions sur ce point, mais aucune non plus ne souhaite assumer la responsabilité de faire échouer la réunion de Brazzaville. Or c'est très exactement ce problème de légitimité que la conférence d'Addis-Abeba, en janvier dernier, avait échoué. Pour tenter de débloquer la discussion, une mission congolaise, conduite par le ministre des affaires étrangères, M. Antoine Nginga Oba, a quitté Brazzaville pour se rendre à N'Djamena.

Au Tchad, les troupes françaises poursuivent leur retrait. Après avoir quitté Moussourou mardi, les unités de Manta ont évacué la base de Biltine mercredi matin. En un mois de désengagement - commencé le 25 septembre dernier au terme de l'accord avec Tripoli prévoyant un « désengagement concomitant » des forces libyennes du nord du Tchad - les soldats français auront évacué toutes leurs positions au nord de l'axe N'Djamena-Abché, se retirant bien au sud de la « ligne rouge » que constituait le seizième parallèle. Si rien ne vient remettre en cause le bon déroulement des opérations de retrait, les derniers éléments de Manta devraient avoir évacué le territoire tchadien le 9 novembre prochain, soit quarante-cinq jours après le début du retrait, conformément à l'accord entre Paris et Tripoli. - (AFP, UPI, AP.)

# ASIE

## LA CONDAMNATION DE JACQUES ABOUCHAR

### WASHINGTON DEMANDE LA « LIBÉRATION IMMÉDIATE » DU JOURNALISTE FRANÇAIS

Les Etats-Unis ont joint leur voix, mercredi 24 octobre, à celles de la France et de plusieurs autres pays pour réclamer la libération de Jacques Abouchar. « Nous pensons que la liberté des journalistes est un des droits de l'homme élémentaires, et nous appelons les autorités afghanes à libérer immédiatement Jacques Abouchar », a déclaré le porte-parole du département d'Etat, M. John Hughes, alors qu'il était interrogé sur les nombreuses protestations suscitées par cette affaire.

A Madrid, l'association des éditeurs de journaux espagnols (AEDJ) a adressé, mercredi, à l'ambassade d'Afghanistan une note protestant contre la condamnation du journaliste français à dix-huit ans de prison. L'AEDJ juge cette peine d'autant plus démesurée que le reporter d'Antenne 2 « n'est coupable que d'avoir fait son devoir professionnel dans des circonstances difficiles ».

## Pakistan

● **SÉRIE D'EXPLOSIONS : QUATRE MORTS.** - Quatre personnes ont été tuées et trente-huit autres blessées dans trois explosions survenues, les 23 et 24 octobre, dans le nord-ouest du Pakistan et à Islamabad. L'une, qui a eu lieu dans un cinéma de Peshawar, a tué quatre personnes et en a blessé vingt-cinq. La région de Peshawar, où se trouvent de nombreux camps de réfugiés afghans, sert de base arrière à des groupes de résistants opposés au régime de Kahoul. Dix personnes ont par ailleurs été blessées lorsqu'un véhicule officiel a heurté une mine près de la localité de Pirachinar, toute proche de la frontière afghane. A Islamabad, trois personnes ont été blessées dans l'explosion d'une bombe déposée à l'intérieur d'un lieu de culte. - (AFP.)

## A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### M. Meimaz et M. Fabius expriment leur réprobation

Comme convenu la veille avec les quatre présidents des groupes parlementaires, M. Louis Meimaz, président de l'Assemblée nationale, a ouvert la séance du mercredi après-midi 24 octobre en présence d'une délégation de la chambre du peuple de la République démocratique allemande en déclarant : « La condamnation du journaliste Jacques Abouchar par un tribunal afghan a causé dans notre pays une immense émotion. Des démarches sont en cours pour obtenir sa libération (...). Je m'exprime aujourd'hui au nom de la représentation nationale pour réclamer la libération de notre compatriote Jacques Abouchar. En demandant qu'une décision soit prise en ce sens sans plus tarder par les autorités afghanes, je suis certain d'exprimer l'opinion de toute l'Assemblée et, par-delà elle, de tous les Français ». Il a été applaudi par tous les députés présents.

M. Laurent Fabius, premier ministre, s'est associé à cette prise de position en déclarant : « Le législatif et l'exécutif, unanimes, demandent avec force une mesure de libération. Cela montre la profondeur du sentiment d'indignation qu'a provoqué la condamnation de Jacques Abouchar. Dès que nous avons appris la détention de M. Abouchar, les pouvoirs publics ont engagé, comme c'est normal, une action continue auprès de toutes les parties concernées. Notre but, c'est le vœu, la libération de Jacques Abouchar. Samedi dernier, celui-ci a été condamné à dix-huit ans de prison. Après cette condamnation, l'émotion n'a pu que s'amplifier, comme en témoignent les prises de position et démarches de très nombreuses personnalités et des représentants de très nombreuses organisations. Le droit de visite que nous n'avons cessé de réclamer a enfin été accordé dimanche dernier à notre chargé d'affaires. Jacques Abou-

char s'est montré tel que ses confrères le connaissent et tel que les Français ont appris à le respecter, un homme de droiture, de principes et de courage. Le gouvernement français n'a évidemment pas l'indignation sélective. Il s'indigne, et s'indignera chaque fois qu'un homme, à l'Est ou à l'Ouest, au Nord comme au Sud, sera privé de sa liberté. Sans motif valable, l'emprisonnement de Jacques Abouchar est d'autant plus inacceptable qu'il vise un homme dont le métier est précisément la liberté. Assuré de l'appui de tous les Français, le gouvernement continuera d'agir avec fermeté pour que ce journaliste revienne en France sans délai. Il est des affaires qui suscitent un sentiment d'indignation terrible. Que ceux, où qu'ils soient, qui ont une part de responsabilité dans cette situation inacceptable mesurent bien que l'affaire Abouchar est de celles-ci. »

Le premier ministre n'a été applaudi que par des socialistes et quelques élus isolés du PC et du RPR.

Mgr Jean Vitnet, évêque de Lille, a exprimé, mercredi à Lourdes, devant l'assemblée plénière de l'épiscopat français, la « désapprobation et l'inquiétude » de l'assemblée de voir « basement arrêté et lourdement condamné » (un journaliste) « qui remplissait son noble métier à hauts risques ».

Enfin, la Haute Autorité de la communication audiovisuelle a sollicité, pour l'un de ses membres, un visa d'entrée en Afghanistan, afin de lui permettre de rencontrer Jacques Abouchar.

Dans un communiqué, la Haute Autorité ajoute que, « après avoir effectué des démarches auprès des représentations diplomatiques afghane et soviétique à Paris », elle « a saisi un certain nombre d'organismes professionnels internationaux de la communication audiovisuelle, auxquels appartient la radiodiffusion-télévision afghane, pour les exhorter à user de leur influence afin que le verdict condamnant Jacques Abouchar soit révisé et que sa libération interviene sans délai ».

Th. B.

**CEPES**  
depuis 1967, chaque année, plus de 1.000 étudiants...  
**CLASSE PRÉPARATOIRE sciences-po**  
57, r. Ch.-Lafitte, 92 Neuilly. 722.9494 - 745.02.19



# Si tous les étudiants du monde...

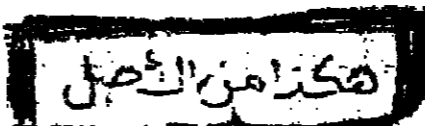
Si tous les étudiants du monde communiquaient entre eux... Pour que la science soit universellement partagée, pour que les étudiants de différents pays puissent échanger leurs connaissances, coopérer à des projets, travailler ensemble, IBM a mis au point un réseau unique au monde : c'est le réseau EARN.

Initiateur du projet, IBM finance ce réseau qui reliera entre eux des ordinateurs et des terminaux des principales universités et grandes écoles européennes avec leurs homologues américaines.

Ainsi, les limites de la recherche s'élargissent et les méthodes de travail sont plus dynamiques.

Si EARN est aujourd'hui un réseau unique au monde, c'est parce que les étudiants, cela concerne aussi IBM France.

**IBM France**  
5, place Vendôme, 75001 Paris.



مكتبة الأحرار

MARGUERITE DURAS

L'AMANT



LES ÉDITIONS DE MINUIT

MARGUERITE DURAS AUX ÉDITIONS DE MINUIT

Moderato cantabile - Devenir, dit-elle - Les parleuses - Le camion  
Les lieux de Marguerite Duras - L'homme assis dans le couloir - L'été 80  
Agatha - L'homme atlantique - Savannah Bay - La maladie de la mort  
et le livre de Yassin Andréa : M. D.

UNITE NATIONALE  
AZ et M. F. 2000  
LEUR PROPOSER

onde...

France





POLITIQUE

L'« EMPRUNT GISCARD » EN QUESTION

M. Laurent Fabius invite l'opposition à demander le rétablissement d'un « privilège fiscal »

L'emprunt Giscard va finir par rapporter autant aux politiques qu'aux épargnants ! Il est de plus en plus clair que le vote, par les députés de gauche, à l'aube du vendredi 19 octobre, de l'amendement supprimant ses avantages fiscaux n'était pas une simple opération financière ni même la traduction d'une volonté de justice fiscale. L'opposition était visée d'abord et avant tout : alors qu'elle s'était engagée dans une campagne en faveur des « non-veaux pauvres », la voilà contrainte de défendre un « privilège » fiscal.

Cette opération est, jusqu'à maintenant, parfaitement inusitée. Au-delà même - peut-être - des espérances initiales. En choisissant cette affaire pour signer, pour la première fois depuis 1981, une déclaration commune, MM. Raymond Barre, Jacques Chirac et Valéry Giscard d'Estaing ont certes eu en lui laissant la parole que pour un rappel au règlement, après que deux autres députés eurent écarté la question du gouvernement. Le président du groupe UDF trouve choquant que le premier ministre ait choisi cette méthode pour parler de tout cela. Tout miel, M. Fabius se déclare prêt à répondre à MM. Chirac, Barre ou Giscard d'Estaing s'ils l'interrogent sur l'emprunt 1973 - « une bien mauvaise affaire » - enfin il précise, au cas où des esprits malveillants auraient pu penser le contraire : « Je ne veux jeter la pierre à personne ».

Mais voilà M. Barre qui prend la parole : il ne porte pas de jugement sur le caractère de bonne ou mauvaise affaire de l'emprunt, mais il croit « que l'Etat doit respecter sa parole ». Et puis, enfin soyons sérieux : « pour parler de mauvaise affaire, monsieur le premier ministre, que pensez-vous des emprunts faits par votre gouvernement ? » M. Fabius ne s'engage pas sur ce terrain mais, amical, suggère à l'opposition de saisir le Conseil constitutionnel si elle juge la décision votée par l'Assemblée nationale illégitime.

M. Barre revient à la charge, mais M. Fabius - « a cru comprendre », explique-t-il, « que vous-même n'auriez peut-être pas émis ce type d'emprunt ». Les mouvements de bras de M. Barre ne démentent pas... Ce professeur d'économie maléfique art de soutenir ses alliés : ceux qui n'ont rien à envier au Médicis.

Vo-t-on offrir un de ces fameux emprunts Giscard à tous les familiers de l'Assemblée nationale ? Ils le mériteraient bien. Car ce titre, qui a permis à quelques épargnants chanceux ou avides de réaliser un joli bénéfice, a encore perturbé la vie du Palais Bourbon tout l'après-midi du mercredi 24 octobre. Et ce n'est pas fini, à entendre les divers protagonistes ! La majorité a trouvé un commando cheval de bataille contre l'ancien président de la République et contre l'opposition tout entière : elle sera tentée de le chevaucher jusqu'à épuisement. Celui qui siège au longtemps Rue de Rivoli ne peut se laisser attaquer sur ce qui représente la majeure partie de son capital politique : sa capacité à gérer les finances publiques.

Ce n'était pas tout. Il fallait répondre à la défense avant même qu'elle se soit exprimée. « On (à chacun de deviner qui est « on ») laisse entendre que ce coût serait compensé par la réévaluation du stock d'or de la Banque de France ». La sentence, est sans appel : « Cet argument ne vaut rien ». La démonstration est toute simple : « Il n'y a aucun rapport entre, d'une part, les réserves de la Banque de France (...) et, d'autre part, l'indexation d'un emprunt de l'Etat ». La preuve : s'il y avait eu en cet emprunt, les réserves en or de la Banque de France « se seraient cependant réévaluées de la même manière ».

Qui peut douter que pendant ce temps, M. Giscard d'Estaing - que l'on a forcé à partager la victoire - se plainne d'impatience ? Enfin, à 17 h 20, dans la salle Empire, lieu habituel des conférences de presse à l'Assemblée nationale, devant une forêt de micros et de caméras, la parole est à la défense. Il a rajouté, il nous rajouté de vingt ans. Le nouveau député du Puy-de-Dôme a révélé l'ancien secrétaire d'Etat, puis ministre des finances. Toujours aussi à l'aise dans le maniement des chiffres, M. Giscard d'Estaing a donné aux journalistes un cours de finances publiques. Tout paraissait simple.

Unie dans la défense d'un privilège, l'opposition est divisée sur la raison d'être de ce privilège. Pour l'heure, le bénéfice est pour la majorité.

M. Valéry Giscard d'Estaing avait donc décidé, pour sa première prise de parole au Palais Bourbon, de tenir mercredi à l'Assemblée une conférence de presse sur l'emprunt auquel il a donné son nom. Pour le gouvernement et ses amis, la question était simple : comment lui voler la vedette et lui répondre avec éclat, sans en avoir l'air ? La réponse était plus compliquée. Heureusement, la mécanique parlementaire offre d'innombrables ressources à qui sait la manier.

M. Barre revient à la charge, mais M. Fabius - « a cru comprendre », explique-t-il, « que vous-même n'auriez peut-être pas émis ce type d'emprunt ». Les mouvements de bras de M. Barre ne démentent pas... Ce professeur d'économie maléfique art de soutenir ses alliés : ceux qui n'ont rien à envier au Médicis.

« L'Etat et le « vol » des épargnants ». Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'autorité des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où l'Etat et ses proches sont associés à la bonne fortune de la France ».

« L'Etat et le « vol » des épargnants ». Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'autorité des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où l'Etat et ses proches sont associés à la bonne fortune de la France ».

Passer d'armes avec M. Barre

Voilà pour la technique, passons au politique : « A un moment où la solidarité entre citoyens est particulièrement nécessaire », il est « légitime » de revenir au droit commun : la soumission des intérêts des emprunts indexés à l'impôt général sur le revenu. De plus, cela va rapporter en quatre ans 1,5 milliard de francs à l'Etat, ce qui allègera d'autant « l'impôt payé par l'ensemble des contribuables français ».

Une question de droit financier

Contrastant avec le calme qui s'est rapidement instauré sur le marché financier après l'annonce du régime de droit commun désormais applicable à l'emprunt 7 % 1973, ces nouvelles dispositions continuent à provoquer une vive polémique au sein du monde politique alors que continue la discussion budgétaire.

Le plaidoyer de M. Giscard d'Estaing

Pourquoi une conférence de presse ? Mais tout bonnement parce qu'il avait prévu d'intervenir devant l'Assemblée nationale elle-même lors de la discussion du budget des charges communes, où sont inscrits les intérêts de la dette publique, mais puisque le gouvernement a agi dans l'improvisation, il doit répondre tout de suite. Le débat aura de toute façon lieu dans l'hémicycle. Non pas par l'arbitrage suggéré par le premier ministre, mais quand le budget reviendra du Sénat : car tout laisse penser que la majorité du palais du Luxembourg supprimera l'amendement maléfique. On n'en a pas fini avec cet emprunt !

L'Etat et le « vol » des épargnants

Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'autorité des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où l'Etat et ses proches sont associés à la bonne fortune de la France ».

Le plus dur est encore à venir. Faisque « les responsables des partis de droite », propose le premier ministre, souhaitent un débat sur ce sujet, « qu'ils déposent conjointement une proposition de loi rétablissant les privilèges de l'emprunt Giscard, et le gouvernement l'inscrive à l'ordre du jour prioritaire de l'Assemblée ».

« D'abord, s'agit-il ou non d'une violation du contrat d'émission qui fixe les conditions et, éventuellement, les avantages fiscaux, d'une opération de cette nature ? En écartant toute idée à un éventuel recours au Conseil constitutionnel, ajoutant au passage qu'il ne s'agissait pas « d'une question institutionnelle mais de droit financier », M. Giscard d'Estaing a implicitement répondu à cette interrogation. De fait, le libellé de l'article 5 du décret du 9 janvier 1973, seul document qui fasse foi de ce domaine, stipule que le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués « sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs ».

« D'abord, s'agit-il ou non d'une violation du contrat d'émission qui fixe les conditions et, éventuellement, les avantages fiscaux, d'une opération de cette nature ? En écartant toute idée à un éventuel recours au Conseil constitutionnel, ajoutant au passage qu'il ne s'agissait pas « d'une question institutionnelle mais de droit financier », M. Giscard d'Estaing a implicitement répondu à cette interrogation. De fait, le libellé de l'article 5 du décret du 9 janvier 1973, seul document qui fasse foi de ce domaine, stipule que le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués « sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs ».

« D'abord, s'agit-il ou non d'une violation du contrat d'émission qui fixe les conditions et, éventuellement, les avantages fiscaux, d'une opération de cette nature ? En écartant toute idée à un éventuel recours au Conseil constitutionnel, ajoutant au passage qu'il ne s'agissait pas « d'une question institutionnelle mais de droit financier », M. Giscard d'Estaing a implicitement répondu à cette interrogation. De fait, le libellé de l'article 5 du décret du 9 janvier 1973, seul document qui fasse foi de ce domaine, stipule que le paiement des intérêts et le remboursement des obligations seront effectués « sous la seule déduction des impôts que la loi met ou pourra mettre obligatoirement à la charge des porteurs ».



SARDAIGNE: SUPERBE NATURE ENTOURÉE PAR LA MER.

LES MEILLEURES PÉRIODES SONT APPELÉES HORS SAISON. Dans une île forte d'une nature intacte, des côtes spectaculaires, une histoire, une tradition et une gastronomie renommée : la Sardaigne vous attend avec bien des facilités, de septembre à juin.

esit Ente Sardo Industrie Turistica VIA MAMELI, 67 - 09100 CAGLIARI TEL. (070) 66.85.22 - TELEX 790134-I OU CHEZ VOTRE AGENCE DE VOYAGE.

OFFICE NATIONAL ITALIEN DU TOURISME 23 RUE DE LA PAIX 75002 PARIS

« L'Etat et le « vol » des épargnants ». Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'autorité des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où l'Etat et ses proches sont associés à la bonne fortune de la France ».

« L'Etat et le « vol » des épargnants ». Faut-il alors regretter que cette garantie est jouée ? Certes non, bien au contraire. La hausse du cours de l'or a « d'abord enrichi » l'Etat. Ensuite « on s'est assez plain de l'autorité des pouvoirs publics à l'égard des épargnants pour ne pas remettre en cause une circonstance où l'Etat et ses proches sont associés à la bonne fortune de la France ».





La grève des personnels pénitentiaires s'amplifie

Le mouvement de « blocage de l'appareil judiciaire », lancé depuis le lundi 22 octobre par quatre syndicats des personnels pénitentiaires afin d'obtenir notamment une amélioration des conditions de travail, touchait vingt-cinq établissements sur un total de cent quatre-vingt mercredi soir 24 octobre. Ce mouvement affecte essentiellement les extractions et

levées d'écran. Plusieurs incidents ont eu lieu, notamment à Fresnes, à Fleury-Mérogis, à la Santé (Paris), à Pointoise et à Nice, entre gardiens grévistes, qui empêchaient toute entrée ou sortie de détenus, et policiers chargés de libérer le passage. D'autres syndicats devaient, ce jeudi, se joindre au mouvement.

L'affaire de la tuerie d'Auriol

M. PIERRE DEBIZET BÉNÉFICIE D'UN NON-LIEU

La chambre d'accusation de la cour de Paris, présidée par M. Louis Gondré, a rendu, le mercredi 24 octobre, un arrêt de non-lieu en faveur de M. Pierre Debizet, ancien secrétaire général du SAC (Service d'action civique) aujourd'hui dissous, inculpé de complicité d'assassinat, le 28 juillet 1981, après la tuerie d'Auriol près de Marseille, au cours de laquelle, le 19 juillet, avaient été étranglés puis poignardés six personnes, dont Jacques Massie, inspecteur de police et membre du SAC local, ainsi que son fils Alexandre âgé de huit ans.

FAUT-IL REINVENTER LE MARIAGE?..



Evelyne Sullerot Pour le meilleur et sans le pire Fayard 264 pages 69 F

Le chaudron

Surpeuplement et protestations des surveillants : l'atmosphère est électrique dans les prisons. Les quatre syndicats de gardiens qui avaient décidé, le lundi 22 octobre, de bloquer les accès des établissements pénitentiaires ont reçu le renfort, jeudi, à l'occasion de la grève des fonctionnaires, des trois autres organisations de la profession, dont le puissant syndicat FO.

lent font de certaines maisons d'arrêt un chaudron dont le couvercle peut sauter à tout moment. Aux Baumettes, à Marseille, les détenus sont entassés à trois dans des cellules de 2 m sur 4. Comme installations sanitaires, ils ne disposent que d'une cuvette de W.C. au-dessus de laquelle pend un tuyau en plastique. C'est là leur « lavabo » que rien ne sépare du reste de la cellule. En été, c'est le four : il y règne une température de 40° à 50°, et certains détenus n'ont même pas droit à une douche par semaine, faute d'installations suffisantes.

APRÈS LES INCIDENTS DE MERCREDI A BASTIA

Les nationalistes corses paraissent prêts à remobiliser leurs troupes

De notre correspondant

Bastia. - Les nationalistes corses ont violemment réagi après le jugement de la cour d'appel de Bastia, qui a confirmé, mercredi 24 octobre, la condamnation à cinq ans de prison de M. Jean-Michel Rossi, accusé du plasticage, le 6 novembre 1983, d'une vedette de la gendarmerie à Calvi. Rémy Delaitre, l'autre inculpé de l'affaire, a vu sa peine réduite de cinq à trois ans.

La confirmation de cette condamnation a provoqué une réaction immédiate de M. Mattioli et Signara du barreau de Bastia, avocats de M. Rossi, qui se sont déclarés « toujours persuadés de l'innocence de leur client », et ont dénoncé « la politique de macabrysm visant l'opinion politique nationaliste ». Un nouveau pourvoi en cassation va être engagé, les deux avocats estimant que la procédure de cette affaire est « emalée de graves irrégularités ».

A peine le jugement rendu, près d'une centaine de jeunes nationalistes ont occupé le cours principal de la ville. Ils ont incendié des poubelles, brisé des vitrines et jeté des cocktails Molotov en direction des CRS et des forces de police, qui ont riposté par des tirs de grenades lacrymogènes. Les échauffourées ont duré plus de deux heures, faisant une douzaine de blessés : cinq CRS, cinq policiers et deux manifestants.

Dès le début des affrontements, une rumeur s'est répandue parmi les manifestants selon laquelle deux magistrats de la cour d'appel de Bastia, qui ont eu à juger l'affaire Rossi et Delaitre, avaient été l'objet d'attentats. En fait, cette information, non fondée au début de la matinée, se trouvait vérifiée peu après 13 heures. On apprenait en effet que l'appartement de M. Pierre Cazezave, procureur de la République à Bastia, venait d'être visé par une charge de faible puissance placée devant sa porte. M. René Billien, conseiller à la cour, était, lui aussi, victime d'un plasticage quelques instants plus tard. Les deux magistrats

Suicides et agressions

Chaque semaine apporte son lot d'incidents, quelquefois avortés, mais qui traduisent une situation préoccupante. Il y a eu 41 suicides en prison en 1981. 54 en 1982, 57 en 1983 et 32 de janvier à juillet cette année. Baromètre toujours révélateur, le nombre d'agressions montre les surveillants est en constante augmentation.

Face à cette situation, M. Robert Badinter, garde des sceaux, connaît les brèches comme il peut. On débâte des crédits, on cherche des terrains pour y bâtir de nouvelles prisons et on se heurte à l'opposition des élus locaux, y compris socialistes, qui n'en veulent pas.

Quelle que soit la priorité budgétaire dont bénéficieront les prisons en 1985, l'effort sera insuffisant. La chancellerie dépense 150 F par jour pour chaque détenu. En Suède, c'est quatre fois plus. Pour que les conditions d'incarcération redevenaient rapidement décentes, si elles l'ont jamais été, il faudrait réduire le nombre de détenus, c'est-à-dire remettre en liberté les condamnés à de courtes peines qui n'ont rien à faire en prison. Par exemple, M. Tranchesi a ouvert les portes des établissements pénitentiaires britanniques à deux mille petits délinquants il y a quelques mois (à-bas aussi, les prisons sont surpeuplées). Mais prendre la même mesure est impossible en France en cette période préélectorale.

Il n'empêche que le gouvernement doit éviter, à tout prix, la conjonction d'une grève des surveillants et d'un mouvement de protestation des détenus. Le cocktail serait explosif. Le souvenir des mutineries de 1974, qui firent onze morts parmi les détenus (neuf établissements furent évacués), hante encore les esprits.

BERTRAND LE GENDRE.

RELIGION

OUVRANT L'ASSEMBLÉE DES EVÊQUES A LOURDES

Mgr Vilnet souligne « l'envahissement croissant de la pauvreté »

De notre envoyé spécial

L'assemblée plénière de l'épiscopat français, réunie à Lourdes, a réuni mercredi 24 octobre pour trois ans, à la présidence de la conférence épiscopale, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille et, à la vice-présidence, Mgr Albert Decourtray, archevêque de Lyon. Lourdes. - Ouvrant, mercredi 24 octobre, l'assemblée plénière des évêques français à Lourdes, le président de la conférence épiscopale, Mgr Jean Vilnet, évêque de Lille, a fait un tour d'horizon de la situation de l'Eglise en France. « La crise est rude pour des milliers d'hommes et de femmes de notre pays, a-t-il dit. L'œuvre est de taille, persévérance et fidélité vacillent tellement que certains découvrent avec une bouleversante stupeur que ce monde n'aurait plus de perspectives d'avenir (...). Le chômage a pris des allures d'un cancer dévorant. Bien plus, les signes affleurent partout

EDUCATION

A LA RÉUNION

Manifestations violentes pour protester contre la diminution des bourses scolaires

De violents incidents ont opposé, mardi 23 octobre, dans la soirée, dans l'île de la Réunion, des lycéens et collègues aux forces de police. Trente-cinq policiers ont été blessés, deux voitures incendiées et une dizaine de personnes interpellées et placées en garde à vue. La manifestation, organisée à l'appel du Comité d'organisation pour le rassemblement de la jeunesse, proche du Parti communiste réunionnais, avait pour but de protester contre le nouveau système d'attribution des bourses scolaires.

De notre correspondant

Saint-Denis-de-la-Réunion. - La grève des lycéens est suscitée par l'application dans l'île des critères d'attribution de bourses scolaires en vigueur dans la métropole. La Réunion bénéficiait, jusqu'à la dernière rentrée scolaire, d'un système avantageux pour la plupart des familles. De très anciennes instructions avaient prévu que, pour l'octroi des bourses, un coefficient correcteur serait appliqué aux revenus familiaux par analogie avec le coefficient utilisé à l'époque pour majorer les rémunérations des fonctionnaires. Bien que, depuis, ce coefficient ait diminué, le coefficient appliqué aux bourses a été maintenu à son niveau initial.

En outre, le principe des coefficients a continué à être appliqué après le 1er janvier 1975, alors que l'introduction à cette date du franc métropolitain aurait dû entraîner leur suppression, ainsi que l'a constaté le Conseil d'Etat dans un arrêt du 1er février 1981. Enfin, les boursiers de la Réunion bénéficient d'un doublement des parts de bourses accordées en métropole. La Cour des comptes, qui présente cette situation dans son dernier rapport, souligne que le système

...c'est la question qui se pose à la lecture du fascinant ouvrage d'Evelyne Sullerot.

Un livre important qui fera date.

FAYARD

SPORTS

Les coupes d'Europe de football

La Coupe du monde 1986 ne se présente pas mal pour la France...

Les Coupes d'Europe 1984 se présentent, en revanche, plus mal...

24 octobre. Les Girondins de Bordeaux n'ont qu'un but d'avance...

Miraculé de premier tour, les Messins, qui ont ouvert la marque...

Bordeaux dans le piège du hors-jeu

Bordeaux - Classé monument historique pour avoir été, dès 1936, le premier stade du monde à être doté de tribunes couvertes...

Le public bordelais, qui n'a jamais été un modèle de constance dans son soutien à ses joueurs...

De notre envoyé spécial

Avant d'ajouter à leur arsenal défensif la pratique du hors-jeu...

Pour accroître leurs chances, les Girondins auraient dû emballer le match pour prendre de vitesse et désorganiser les colosses roumains...

Come au tour précédent, les Girondins aborderont le match retour avec un seul but d'avance...

GÉRARD ALBOUY.

Vent de panique au Parc des Princes

Les « rouge et bleu » ont gagné au Parc des Princes. Mais pas les joueurs du Paris-SG...

Le calvaire des joueurs de Georges Peyroche a commencé dès la deuxième minute lorsque Susic se fit subtiliser le ballon par Szabo...

Deux buts de Rocheteau

Le public de la capitale ne fait plus beaucoup confiance à son équipe depuis ses contreperformances à répétition en championnat...

Hongrois : certes, ces derniers sont leaders de leur championnat sans avoir concédé un seul but...

La combativité des Parisiens n'était pas à mettre en cause dans cette défaite...

Arrestations de supporters britanniques - Des supporters de clubs britanniques ont causé, comme d'habitude...

LETTRES

LA MORT DE MARCEL BRION

L'écrivain Marcel Brion, membre de l'Académie française et ancien collaborateur de "Monde", est mort, mardi 23 octobre, à Paris...

M. Brion mourut à son domicile 26 octobre à 14 heures en l'église Saint-Thomas-d'Aquin...

Une grande leçon d'humanisme

par RENÉ HUYGHE de l'Académie française

Aujourd'hui il est un mot à la mode : la culture ; il est un mot proscrit : l'humanisme...

S'étonnera-t-on dès lors que la portée du mot humanisme soit si intangible à tant de nos contemporains...

Marsailles par sa naissance, mais portant en lui le sang des Hébreux qui avaient établi sa famille sur les bords de la Méditerranée...

L'a trouvée en Goethe, qu'il a magistralement étudié et en qui il voyait un modèle de culture occidentale plénière...

De ce fait, il se plaçait sur la crête de l'esprit, dont les deux versants absorbent l'un la lumière, l'autre l'ombre...

C'est une véritable extension du génie littéraire français que cette capacité de créer un monde à la fois percuteur et fuyant...

notations vives du réel et les évocations indéfinies du songe et de la mort.

Notre temps, féru de spécialisation et d'abstraction, n'a pu qu'être dérangé par cet esprit qui bousculait ses limites rigides...

L'humanisme compris comme l'épanouissement total de l'homme dans la compréhension de ses vérités dans la compréhension de ses limites...

Du romantisme au fantastique

C'est quand l'œuvre est interrompue par la mort qu'on se retourne sur elle pour en prendre mesure...

Cet immense labeur ne transpirait pas, comme chez d'autres, ni dans le texte, ni dans la personne...

Ce Marseillais qui fut le camarade de Pagnol, un seulement sous la férule ingénue de quelque Topyaz...

Et cela, précisément, il l'était, bien plus que méditerranéen. Si l'on veut tout expliquer, on se souviendra de ce que lui-même n'oubliait pas...

La guerre avait surpris dans ses études cet adolescent actif et rêveur. Il y rencontra son aîné, le canonnier Kostrovitzky...

Cette rose des vents de la curiosité, de l'intelligence et du talent a paru parfois déconcertante, voire suspecte...

Ce Marseillais qui fut le camarade de Pagnol, un seulement sous la férule ingénue de quelque Topyaz...

Ceux qui ne s'y reconnaissent point hors des classifications et des étiquettes nous prendront sans doute au mot : historien, biographe, critique, romancier...

« L'attrait de la nuit, des origines, des gènes, ne se marque-t-il pas dès les premiers essais de biographie, si éloignés des vies romancées... »

« L'attrait de la nuit, des origines, des gènes, ne se marque-t-il pas dès les premiers essais de biographie, si éloignés des vies romancées... »

« De même qu'il voit, chez Marcel Brion, l'histoire et la biographie se rejoindre et s'éclaircir l'une l'autre, de même la critique d'art et la critique littéraire sont les deux faces d'une même réalité... »

« Cette passion n'est que romantisme se veut sans la musique, et c'est justement l'histoire de leurs noces que Marcel Brion a écrite avec la Musique et l'Amour... »

« [Né à Marseille, le 21 novembre 1895, Marcel Brion achève ses études en Suisse, puis à Munich. Il fait brillamment la guerre sur le front d'Orient... »

EN BREF

Des prothésistes dentaires menacés de poursuites par M<sup>me</sup> Georgina Dufoux

M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, ministre des affaires sociales et de la solidarité nationale, vient de faire connaître son intention d'engager des poursuites judiciaires...

Cette décision s'inscrit dans la polémique qui agite depuis plusieurs semaines les milieux de la chirurgie dentaire...

L'affaire est loin d'être réglée pour autant. Si l'on en croit la revue Cinquante millions de consommateurs, qui publie dans son numéro de novembre une enquête sur ce sujet...

L'administration a d'ailleurs recouru aux mêmes méthodes pour recouvrer les revenus imposables des chirurgiens dentistes...

RECTIFICATIF - Ce n'est pas le procureur général près la cour de Colmar qui a déchargé M. Jacques-Antoine Gross...

UN SUCCÈS DE LA MICROCHIRURGIE

Pour la première fois au monde, une équipe chirurgicale a pratiqué avec succès la greffe d'un ovaire et d'une trompe de Fallope...

Les organes transplantés ont été prélevés sur la sœur jumelle de la patiente, âgée de vingt-huit ans...

Un tel résultat témoigne avant tout de l'extrême avancée des techniques microchirurgicales...

La docteur Silber estime que sa patiente pourra prochainement être enceinte.

Le Monde du 24 octobre, mais le premier président de cette juridiction seul habilité à prendre une telle mesure s'agissant d'un magistrat du siège.

L'inculpation d'un enquêteur de la DST

Georges Afkejiadi, cinquante et un ans, enquêteur de la police nationale, en poste comme chauffeur à la direction de la surveillance du territoire (DST), a été inculpé, mercredi 24 octobre, d'infraction à la législation sur les armes et de recel...

L'inculpation de Georges Afkejiadi, cinquante et un ans, enquêteur de la police nationale, en poste comme chauffeur à la direction de la surveillance du territoire (DST), a été inculpé, mercredi 24 octobre, d'infraction à la législation sur les armes et de recel...

Le Monde dossiers et documents

L'absurde et le mystère

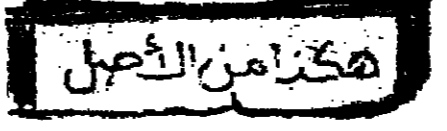
Jean GUITTON de l'Académie Française

De Socrate à nos jours, la réponse aux questions que pose l'existence oscille entre deux pôles : « Tout est absurde » ou « C'est un mystère ».

60 F Jean Guitton explique son choix.



DESCLEÉ DE BROUWER



22. Le feuilletton de Bertrand Poirot-Delpech : un réquisitoire de Jean-Paul Aron contre les maîtres à penser. 15. Sciences : voyage au centre du soleil ; Médecine : le roman des médicaments. 19. Un inédit d'André Brink : être écrivain en Afrique du Sud. 21. Les rêveries des demoiselles de Casablanca, par Anne Bragance.

# Le Monde des livres

## Du poison dans la culture française



Dessin de CAGNAT.

le dérapage de l'idéologie

**En cinquante-quatre tableaux, Jean-Paul Aron démonte la tragi-comédie des maîtres à penser : Bataille, Barthes, Lacan, Foucault, Lévi-Strauss, etc. Son livre les Modernes (Callimard) est le journal d'une époque (1945-1984), avec nos modes intellectuelles et leurs pseudo-événements.**

« Pourquoi avez-vous attendu 1984 pour contester des gens qui ne peuvent plus vous répondre ? On pourrait croire que, cleric vous-même, vous avez été visité tardivement par l'esprit de subversion. »

« Pas du tout. Barthes, Lacan et Foucault, en effet, ont disparu. J'aurais voulu, par exemple, que Foucault lise ce que j'ai écrit sur lui. Sa mort soudaine ne m'a pas fait changer un mot à ce que je dis du rôle néfaste qu'il a joué dans l'esprit du temps. *Naissance de la clinique et Surveiller et punir*, je le répète ici, furent deux livres majeurs, mais, convenez-en, l'essai que j'ai publié avec Roger Kempf, *Le Pénis et la Démoralisation de l'Occident* (1), était déjà une critique des théories de Foucault sur la sexualité. Comme philosophe et épistémologue, avant et après mon entrée à l'École des hautes études, je me suis toujours situé à l'écart des modes. J'ai pensé contre le courant, et l'on m'en a tenu rigueur. »

« Le moment semble quand même peu propice. La dictature des mandarins, alors que les Français, débâchés, passent fébrilement d'un look à un autre, a l'air de s'achever sur une déroute. »

« Je suis un historien des cultures. Ce qui s'est joué en France à partir de 1945 m'intéresse autant que ce qui a surgi au dix-neuvième siècle et dont j'ai parlé dans *le Mangeur* (2). Cette parole jacassante qui a étouffé tout ce qui n'était pas elle, je l'ai déjà attaquée, il y a dix ans, avec un ouvrage collectif, *Qu'est-ce que la culture française ?* (3). Dans une longue préface, j'esquissais la dénonciation d'une idéologie que des suiveurs, des épigones, les petits cadres intellectuels de gauche et de droite, continuent à vénérer aujourd'hui. L'accueil fait à ce volume, auquel contribuèrent Jean Borie, Jacques Revel et Yves Velan, fut d'une myopie significative. En pleine « terreur », je disais sans retenue ce qu'il fallait penser du pacte entre les professeurs et les artistes. Je montrais les clans et les codes des nouveaux précieux. Je pourfendais leur culture, parisienne et patricienne. Nous étions à la veille d'un soulèvement sémiotique ! »

« Dans les pages de votre essai, vous passez les événements en revue, comme si vous vous promenez au fil des jours. On s'amuse beaucoup à vous suivre. »

« En 1980, j'ai commencé la rédaction d'un essai sur les

clercs. J'étais en train d'écrire un livre... de cleric. L'idée d'une chronique de ma vie intellectuelle, en s'imposant, m'a libéré. J'ai pensé à des écrivains que j'admire, les Goncourt, Chateaubriand, Saint-Simon, Proust. Ils ont composé chacun des ouvrages difficiles à classer où, en ayant l'air de se raconter, ils prenaient féroce, comme dit Canetti, leur siècle à la gorge. J'ai pu alors continuer un récit dont la forme n'empêchait ni des digressions érudites ni des retours en arrière. Avant de faire des recherches en bibliothèque et de relire certains textes déterminants, grâce aux articles de journaux que je m'étais divertis à découper depuis longtemps, j'ai établi la liste des événements à traiter. »

« Comment pouvez-vous tenir compte, à la fois, de la création du RDR (4), en 1948, et de la naissance de *Tel quel*, en 1960, ou de la sortie d'*A bout de souffle* ? »

« Je distingue quatre sortes d'événements. L'événement, pour moi, est le contraire d'une épi-phanie. Il annonce la fin d'un processus souterrain. Il en signe la dissolution. Il y a des événements qui sont spécifiquement culturels, la création du Domaine musical ou la publication de *l'Anti-Edipe* (5). Il y a les politiques : le rapport Khrouchtchev, la guerre de six jours. Ceux dont j'ai été le témoin : un dîner avec Roland Barthes. Ceux qui sont sociologiques : la création du Club Méditerranée, les débuts de Johnny Hallyday... L'air du temps entremêle ces événements qui, si on les étudie de près,

appartiennent à plusieurs de ces catégories. *L'Anti-Edipe* est aussi lié à des faits de société, qui l'annoncent et expliquent son succès, comme le triomphe de *Hair* à Paris, en 1969. En revenant sur ces moments où l'on enfilait l'un après l'autre, et à la hâte, les oripeaux de la modernité, j'ai revécu la colère incrédule qu'ils m'inspiraient. Mes anciennes rages ont nourri la dérision qui anime ce qui ressemble à une suite de courtes pièces de théâtre. Les pantins viennent y faire un tour, puis cèdent leur place aux suivants. »

« La figure de Georges Bataille revient plusieurs fois en scène. Vous la considérez avec un mélange d'horreur et de fascination. »

« Bataille est, avec Blanchot et Lacan, le père de la longue glaciation idéologique qui commence dès 1937, à la création du Collège de sociologie. Le sacré, le désir, le sexe, le pouvoir, ces thèmes qui seront ressassés par tant d'esprits faibles, contiennent, chez Bataille, une charge suicidaire qui me dégoûte. Ils sont au cœur de l'ère du simulacre, qui n'a rien à voir avec les illuminations de Baudelaire ou de Nietzsche. »

RAPHAËL SORIN.

(Lire la suite page 22.)

(1) Grasset.  
(2) Laffont.  
(3) « Méditations », Denoël/Gonthier.  
(4) Rassemblement démocratique révolutionnaire.  
(5) *L'Anti-Edipe*, de Gilles Deleuze et Félix Guattari, Ed. de Minuit.

## Albert Paraz, un énergumène du tonnerre

Par Léo MALET

Le père de Nestor Burma se fait l'avocat d'un auteur « scandaleux », qu'on va redécouvrir à travers ses romans policiers.

« VOUS avez dit Paraz ?  
- Non, pas Paraz. Certains l'appelleraient volontiers ainsi, je dirai peut-être pourquoi tout à l'heure, mais ce n'est pas Paraz. C'est Paraz... Zé. »

- Avec un Z ?  
- Oui. Comme zut.  
- Et qu'est-ce qu'il fait, ce Paraz ?  
- Il emmerde beaucoup de monde. »

C'est par un dialogue de ce genre, modestement renouvelé du fulgurant début de *Fantomas*, que l'on pourrait commencer à tracer un portrait d'Albert Paraz, énergumène qui fait aussi un peu peur, comme l'autre, puisque aussi bien, depuis quelque chose comme un quart de siècle qu'il est mort, personne, dans l'édition, ne s'est avisé de rééditer les truculentes, et même trouduculeuses, aventures de Félix Gorin,

le flic anti-flic, et de la fille du tonnerre.

Il est vrai que flotte autour de cet écrivain un parfum de soufre. Outre son amitié avec Louis-Ferdinand Céline et ses positions « Algérie française » (d'où le rapprochement facile à faire avec les paras), il s'est complu à taper à peu près sur tout le monde, et notamment sur la Résistance, dont il disait qu'elle était une invention de Peter Cheyney. On ne m'ôtera d'ailleurs pas de l'idée que c'est en réaction contre les bouquins de Peter Cheyney, qu'il devait détester, comme il détestait Faulkner (oui, je sais, ce sont des choses qu'il ne faut pas dire)... qu'il écrivit sa fameuse trilogie : *Une fille du tonnerre... Pétrouchka... et Villa Grand Siècle*, trilogie qui est - on l'a dit avant moi, mais je le pense, aussi je le répète, - qui est aux

romans policiers ce que *Don Quichotte* est aux romans de chevalerie. (Je me marre. La fille du tonnerre et compagnie, ça pourrait être... Don qui chochotte. Excusez-moi.)

« Ah ! m'interrompt à ce moment l'électeur aux longues oreilles. C'est bien ça ! Ce Paraz, c'est un fachistassassin, un immonde réac, un homme de droite. »

« Eh bien, répondrai-je en soupirant, moi qui ai accepté d'écrire cette préface qui va me compromettre définitivement (alors que j'étais si peinard chez moi, à ne rien faire d'autre que téléphoner à ma jeune maîtresse... oui, je fais ça par l'intermédiaire des PTT, maintenant... un truc de fainéant)... eh bien, répondrai-je, ce n'est pas si simple. Savez-vous où je l'ai connu, Paraz, en 1938 ? A la FIARI, c'est-à-dire à la Fédération internationale pour un art révolutionnaire indépendant, une organisation pas précisément de droite, dont le manifeste avait été rédigé à Mexico par André Breton et Léon Trotsky. Ce groupe publiait un petit bulletin de huit pages, intitulé *Clé*, dont j'étais le gérant. Et, un jour que nous préparions le numéro 3, Paraz rappliqua

avec un article d'une rare violence où, à propos du marquis de Sade, il tapait comme un sourd (à toi, Maurras !) sur les Camelots du Roy. Il nous en fit la lecture et demanda son avis à Breton. Celui-ci approuve le texte, mais, en souriant et se tournant vers moi, dit qu'il faut plutôt demander ça au gérant, lequel, en cas de pépin, est là pour aller en cabane. Je me déclarai prêt à assumer toutes mes responsabilités... Je n'eus pas à affronter la correctionnelle. L'article en question ne parut jamais, car il n'y eut pas de numéro 3 de *Clé*. Faute de fric. Les révolutionnaires, en ces temps lointains, étaient pauvres. C'est pourquoi, devant les affiches des candidats « révolutionnaires » d'aujourd'hui à la présidence de la République, je reste toujours rêveur. »

Pour en revenir à Albert Paraz, que je n'ai d'ailleurs pas quitté, on pourrait dire de lui que c'est un « déçu du socialisme », un homme de gauche déçu par la gauche, et douloureusement déçu. Il lui a été donné, vraisemblablement, d'assister à des spectacles qui ont heurté son sens de l'honneur, de la générosité, ses sentiments d'homme libre. »

(Lire la suite page 22.)

**Guillebaud**

Jean-Claude Guillebaud  
**L'ANTI-EDIPE**  
roman, Seuil

La saveur forte d'un livre né au plus profond.  
Lucien Guissard / La Croix  
Guillebaud n'est pas loin de ses aînés écorchés qui, à force de tourner autour des secrets du corps, finissent par rendre l'âme palpable.  
Jacques Pierre Amette / Le Point

**S E U I L**



مركز التوثيق

DU LIBRAIRE

LETTRES ÉTRANGÈRES

Un roman de passion et de mort

La traduction d'Amour de perdicion, de Camilo Castelo Branco (1825-1890), répare tardivement une injustice...

L'Amour fatal de Simon Antonio Botelho pour une jeune héritière, Thérèse d'Albuquerque...

\* AMOUR DE PERDITION, de Camilo Castelo Branco, trad. de portugais par Jacques Paris, Actes-Sud, 252 p., 68 F.

RÉCIT

Les « footballeurs-ouvriers » de Sedan

Sedan, comme Reims ou Saint-Etienne, appartient à la légende du football. Seize ans en division nationale...

Yanny Hureau raconte l'épopée des Célestin Oliver ou Max Fulgencio, les travailleurs des Draperies sedanaises...

Une belle préface d'Antoine Blondin, qui aime le foot (autant que Jude Stefan et A. Rudnicki)...

\* LE DÉFI DE SEDAN, de Yanny Hureau, La Manufacture, 9, rue Saint-Victeur, 26150 Die, 168 p., Éditions Éliot, 199 F.

SCIENCES HUMAINES

Le romantisme ou la déchéance de la raison

« Le romantisme procède à une relative déchéance de la raison », écrit Georges Gusdorf...

Si la clef de la conscience se trouve dans l'inconscient, comme le répètent Schopenhauer, Carus ou Novalis...

Particulièrement intéressantes sont les analyses consacrées à la médecine romantique...

\* L'HOMME ROMANTIQUE, de Georges Gusdorf, Ed. Payot, 368 p., 180 F.

Les entretiens

avec « le Monde » (suite)

Après les deux premiers volumes consacrés à la philosophie et à la littérature...

Présenté par Christian Des-camps, le tome 3 réunit deux grands thèmes : « Nouvelles frontières de la science »...

Le tome 4, introduit par Jacques Meunier, est consacré aux religions, aux mythes et aux confrontations culturelles...

\* ENTRETIENS AVEC « LE MONDE », 3. Idées contemporaines, 283 p., 48 F. Civilisations, 236 p., 52 F. La Découverte / « le Monde ».

PHILOSOPHIE

Lucio Colletti et le déclin du marxisme

Relativement peu connu en France, Lucio Colletti est l'une des figures marquantes du paysage intellectuel italien...

EN POCHES

- ALBERTINE SARRAZIN, après la Cavale, écrit en 1962 et en 1963 ces quatre nouvelles réunies sous le titre la Crèche...
● LA SINGULARITÉ DE MONTAIGNE dans son temps fut admirablement analysée par Hugo Friedrich (1904-1978) dans son Montaigne...
● QUATORZE CONTES DE VILLIERS DE L'ISLE-ADAM, tous placés sous le signe de l'insolite, sont réunis en un recueil par GF-Farrington...

nées 60 jusqu'en 1964. Ses œuvres principales, le Marxisme et Hegel, ou bien De Rousseau à Léning...

Depuis une dizaine d'années, ses analyses sont devenues de plus en plus critiques à l'égard du marxisme...

Outre un article très intéressant sur l'actualité de certains concepts de Kant, le présent recueil fait le point sur le subtil entrelacs de causes sociales et théoriques...

\* LE DÉCLIN DU MARXISME, de Lucio Colletti, PUF, coll. « Questions », 176 p., 95 F.

MÉDECINE

Propos d'un impertinent

L'Impertinent. Ainsi s'intitule le dernier livre que le professeur Alexandre Minkowski consacre à la vie, à sa vie de pédiatre, de militant, de moraliste...

Il porte un jugement sévère sur la médecine française d'aujourd'hui, qu'il estime « en surais », ou sur l'éducation...

\* L'IMPERTINENT, d'Alexandre Minkowski, J.-C. Lattès, 222 p., 69 F.

Le mal d'amour

Médecin, psychiatre, consultant dans un centre antidouleur, spécialiste de la biologie et de la pharmacologie du cerveau...

Le coup de foudre, les peines de cœur, le plaisir et ses synapses, peuvent-ils être croisés ?

\* DE L'AMOUR PLEIN LA TÊTE OU LA BIOLOGIE DE L'AMOUR, de docteur Marc Schwob, Hachette, 172 p., 64 F.

HISTOIRE

Le prix des colonies

La perte des colonies n'est-elle été une mauvaise affaire pour la France ? Un temps suffisant s'est écoulé depuis les souffrances de la décolonisation...

Si, en effet, l'expansion coloniale a été largement profitable aux intérêts financiers et économiques du capitalisme français entre 1890 et 1930...

\* EMPIRE COLONIAL ET CAPITALISME FRANÇAIS. HISTOIRE D'UN DIVORCE, de Jacques Marseille, Albin Michel, 462 p., 130 F.

SOCIÉTÉ

Des clichés de l'avenue Foch

Elisabeth Chevolet et Jacques de Danne ont été voir, derrière les façades de l'avenue Foch, les vieilles dames très riches qui vivent de souvenirs...

Sans doute fallait-il beaucoup de talent pour évoquer sans ennuyer les collections de meubles et les toiles de maître...

\* AVENUE FOCH, d'Elisabeth Chevolet et Jacques de Danne, Baland, 266 p., 79 F.

Ont collaboré à cette rubrique : Bernard Allier, Geneviève Brissac, Claire Bissac, Roger-Pol Droit, Claudine EscOFFIER-Lambiotte, Frédéric Gausson, Ginette Guillard-Auviste, Roland Jaccard, Pierre-Robert Leclercq, Edgar Reichmann et Raphaël Soris.

ALICE MILLER. C'est pour ton bien. Racines de la violence dans l'éducation de l'enfant. Sur les rapports parents/enfants, et les effets dévastateurs de l'éducation traditionnelle... Un tour de France royal. Le voyage de Charles IX (1564-1566). Un événement historique envisagé dans tous ses fonctionnements...

Roger STÉPHANE. André Malraux, entretiens et précisions. Bien peu d'interlocuteurs osaient demander raison de certaines fulgurances de Malraux. Roger Stéphane, si, avec l'audace que donne l'admiration gagée sur une érudition parfaite. Bertrand Poirot-Delpech / Le Monde. GALLIMARD nrf

PRIX DU PREMIER LIVRE-PHOTO 1984. La Ville de Paris (PARIS AUDIOVISUEL) et La Fondation KODAK-PATHÉ décernent chaque année le Prix du Premier Livre-Photo à un jeune photographe professionnel. Les photographes désireux de concourir doivent faire parvenir leur maquette entre le 15 et le 22 décembre 1984 à Paris Audiovisuel - Prix du Premier Livre-Photo 44, rue du Colisée - 75008 Paris. FONDATION KODAK-PATHÉ





RENCONTRES

Alain Dugrand, le pessimisme et la passion

Un homme qui écrit contre l'oubli et l'infidélité

UN premier roman construit, écrit, tenu, autobiographique et pourtant imaginaire, pessimiste mais passionné...

Après sa rupture avec le journalisme, la « bouée de sauvetage » de Dugrand « a été la littérature »...

Pour les lecteurs de Libération, Alain Dugrand n'est pas un inconnu. Il fut parmi les premiers à participer à l'aventure de ce journal...

Dans un livre autobiographique, on attendait évidemment sa « vengeance ». Il a su se tenir éloigné du règlement de comptes manichéen...

Rousselin finira par se soumettre à cela puisqu'il reviendra au journal. Alain Dugrand, lui, a choisi de garder la mémoire.



DESSIN DE BERENICE CLEVEVE

Le style, pour Alain Dugrand, c'est la jubilation. Et il s'en donne à cœur joie avec Féni-gourd, ce village dans lequel il est le seul maître à bord...

rette, l'adolescente décidée, au corps émouvant dans son machèvement, et la mère de celle-ci, Verveine, qui a substitué à son prénom banal ce mot aux odeurs de tisane.

A Féni-gourd, comme au journal, tout se défait, tout se délite. « Où qu'on aille, on peut être cassé, désemparé », conclut Alain Dugrand...

Les morceaux de tulle : ici les histoires entrelacées de Vichy-Menthe, qui a tué un canard et en a gardé la blessure.

Deux personnages opaques, au centre d'un roman éclaté. Les autres ont autant d'importance : M<sup>lle</sup> Lin-ho, tenancière chinoise énigmatique...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie...

« J'ai tenté d'écrire de façon scrupuleuse ce qu'était l'initiation d'un mousse », dit Mordillat. Marcel Mauss, dans son essai sur la magie, raconte l'initiation d'un Indien Cherokee...

Gérard Mordillat, le saltimbanque

Un romancier qui aime les gens, la magie et l'extravagance de la vie

VICTOR COLBERT, dit Vichy-Menthe, est-il une lumière ou le plus par fait crétin jamais entré dans la Royale? On reforme les Cinq Parties du monde...

On ne peut donc pas dire que cela soit une histoire simple. « Je savais très bien comment cela devait se passer, dit Gérard Mordillat, cela devait ressembler à ces décors d'opéra que fait Beni Monrosor... »

« Les autres voudront toujours te forger à leur image. Te rabaisser ou l'élever, ce qui est la même chose. Toi, tu devras te battre contre cela. Les empêcher de te ramener à l'image égoïste qu'ils voudront te donner de toi-même. Tu es né plus grand que la plus grande de leurs idées... »

« Nauffrage volontaire » On a beaucoup glosé, au moment de la sortie de Vive la sociale, le précédent roman de Mordillat, sur ses origines ouvrières, l'entremetant précisément dans un personnage. Il dit : « Pierre Perrault, le cinéaste canadien, un jour qu'il en avait marre de se voir renvoyer ses racines prolétariennes, a déclaré : « Je suis un intellectuel de la première génération... »

Cela n'empêche pas Gérard Mordillat de continuer à raconter des histoires. Il aime transmettre des voix. « J'ai une bonne oreille », dit-il, et c'est vrai, ses dialogues sont exceptionnels. Ce qui séduit dans les Cinq Parties du monde, c'est l'émerveillement constant de l'auteur devant les vies des gens, vies vraies et vies rêvées.

« Le maçon et le métal » Mordillat aime la magie. Les saltimbanques. « Quand on fait plusieurs choses à la fois, quand on refuse l'absurde spécialisation où le XIX<sup>e</sup> siècle a voulu enfermer les écrivains, on se fait traiter de saltimbanque. Moi, je me situe dans cette tradition qui unit les frères Prévost, Pagnol, Cocteau, et va jusqu'à Marguerite Duras : refuser de s'étriquer dans un genre. Le plus modeste artiste d'un atelier de la Renaissance savait sculpter, graver, faire des vers, connaître les règles de l'orfèvrerie, et de la sculpture. La grande querelle entre Michel-Ange et Léonard de Vinci est une dispute entre un maçon et un métal. Et Giotto était un grand farceur... »

« Nauffrage volontaire » On a beaucoup glosé, au moment de la sortie de Vive la sociale, le précédent roman de Mordillat, sur ses origines ouvrières, l'entremetant précisément dans un personnage. Il dit : « Pierre Perrault, le cinéaste canadien, un jour qu'il en avait marre de se voir renvoyer ses racines prolétariennes, a déclaré : « Je suis un intellectuel de la première génération... »

Cela n'empêche pas Gérard Mordillat de continuer à raconter des histoires. Il aime transmettre des voix. « J'ai une bonne oreille », dit-il, et c'est vrai, ses dialogues sont exceptionnels. Ce qui séduit dans les Cinq Parties du monde, c'est l'émerveillement constant de l'auteur devant les vies des gens, vies vraies et vies rêvées.

Cela n'empêche pas Gérard Mordillat de continuer à raconter des histoires. Il aime transmettre des voix. « J'ai une bonne oreille », dit-il, et c'est vrai, ses dialogues sont exceptionnels. Ce qui séduit dans les Cinq Parties du monde, c'est l'émerveillement constant de l'auteur devant les vies des gens, vies vraies et vies rêvées.

New-York, mode d'emploi

LE New-York de Sylvie Weil n'est pas celui des touristes pressés qui marchent de leur hôtel à Madison Avenue ou à la Cinquième pour voir les mêmes boutiques de luxe qu'à Paris, Londres ou Tokyo...

explique Sylvie Weil, c'est à chaque fois un tableau, une scène, une petite rencontre ; il n'y a pas de dépaysement. Ses nouvelles sont vraiment « nées de New-York, de quelqu'un entrevu, d'une histoire entendue ».

Sans un mot inutile - « je raye tout ce qui n'est pas essentiel », dit-elle. - Sylvie Weil restitue sa vision du petit peuple de New-York, celui qui fait le véritable exotisme de cette ville sans égale.

Dans cet endroit, que sa légende présente comme une plaine urbaine, un monstre froid, on sait se parler, on fait cercle autour du vieux monsieur juif qui tente de franchir un tas de neige pour atteindre la synagogue, on l'aide. Devant leur immeuble du haut de Manhattan, les vieilles dames, avant de s'unir pour lutter contre les agressions, « s'étaient rangées le long des murs, sur des chaises pliantes. A chaque histoire qu'on racontait, elles se penchaient en avant, on aurait dit des grenouilles au bord d'un étang, accroupies, les yeux grands ouverts, coassent toutes à la fois ».

« Un livre excellent qui donne une image de la bourgeoisie telle qu'elle est... L'œuvre d'un bourgeois qui parle aux bourgeois. » R. Kierzkowska, Lie Castela à Toulouse

«... Un de ces trop rares romans, dans le même temps simple et multiple, qui séduisent le lecteur dès les premières pages. » J.-P. Rudin, Lie Rudin à Nice

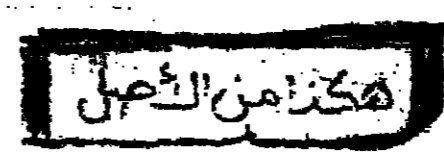
« Un livre excellent qui donne une image de la bourgeoisie telle qu'elle est... L'œuvre d'un bourgeois qui parle aux bourgeois. » R. Kierzkowska, Lie Castela à Toulouse

«... Un de ces trop rares romans, dans le même temps simple et multiple, qui séduisent le lecteur dès les premières pages. » J.-P. Rudin, Lie Rudin à Nice

Advertisement for 'UN DINER EN VILLE' by Philippe Boegner. Includes text: 'Pour tous ceux qui aiment découvrir la face cachée des choses.', 'Le nouveau roman de Philippe Boegner', '426 pages, 90 F', 'Sylvie Messinger éditrice'.

« Moi, c'est une forme qui me plaît, » dit-il, et c'est vrai, ses dialogues sont exceptionnels. Ce qui séduit dans les Cinq Parties du monde, c'est l'émerveillement constant de l'auteur devant les vies des gens, vies vraies et vies rêvées.

ROMANS Edgar K... LES ÉT... ET LE P...





مكتبة النور

ROMANS

Edgar Reichmann au « Rendez-vous de Kronstadt »

KRONSTADT : cette ville de Transylvanie au nom changeant au gré de l'histoire est, dans ce roman, aussi réelle, mais aussi fantastique que le souvenir. A chaque étape de la vie d'Arnim, elle revivra la hantise. Là-bas, portée par une sorte de bienveillance poétique que l'auteur saura nous transmettre, s'est déroulée l'enfance. Là-bas aussi se sont formées les images et les mythes qui ont modelé la sensibilité d'Arnim et son destin.

Non loin de l'hôtel familial, construit par de riches commerçants juifs, se dresse le palais Janossi, visité par le fantôme d'une jeune princesse, Mathilde, qui épousa Rachel, la fille d'un rabbin thourasturge. Surprise, la juive fut brûlée pour sorcellerie. Acquittée, la princesse se pendit. Les deux jeunes femmes reviennent parfois la nuit s'enlacer dans le salon de musique où se déroulaient leurs amours.

Arnim, son meilleur ami Ariel, Rita, la fille d'un banquier voisin, Rachel, une cousine de Bucarest, montent au grenier pour guetter l'apparition. C'est l'occasion de premiers enlacements et baisers entre les adolescents. L'occupation allemande ne va pas troubler ces rêves et ces jeux. La Roumanie est un pays alié, et le grand duc de Kronstadt est trop âgé, depuis fort longtemps, avec les familles juives de la ville pour se plier à la politique antisémite qu'on veut lui imposer.

Pourtant, un conseil de famille, informé des déportations organisées dans les pays voisins, décide qu'il faut fuir vers la Palestine. Les femmes partiront d'abord sur un bateau turc : le Florianic. Les hommes suivront. Mais le Florianic saute sur une mine et la mère d'Arnim, sa grand-mère, sa tante, sa cousine Rachel, périrent dans le naufrage.

La peur cette « longue maladie »

La tragédie s'est installée à Kronstadt. L'ancien pouvoir corrompu et charmant, riche de malice et de tolérance, a été balayé par un pouvoir pur et dur : celui des Soviétiques et de leurs collaborateurs communistes. Beaucoup, dont Arnim et Ariel, vont s'efforcer de le servir. Mais bientôt, les purges staliniennes contraignent Arnim à émigrer, en Israël d'abord, à Paris ensuite. Là, il trouve à s'employer à la radio, et obtient un poste d'enseignant.

Kronstadt ne lâche pourtant pas son enfant, et c'est au moment où Arnim croit lui échapper définitivement en épousant une Française protestante de bonne souche que la ville le reprend. Ce n'est pas seulement que la jeune étudiante se nomme Mathilde, comme la princesse de la légende. Elle partage ses goûts, qui vont transformer en enfer la vie du

couple. Dans l'espoir de sauver leur union, Arnim conduit Mathilde à Kronstadt. Une émeute éclate. Le soulèvement est écrasé. Le couple regagne Paris.

Kronstadt porte maintenant le masque effrayant de menaces proférées contre Arnim par ses anciens compatriotes qui lui reprochent ses courtes, ses émissions et ses articles. Incapable de supporter l'angoisse permanente où vit son mari, Mathilde demande le divorce. Arnim reçoit un colis piégé. On lui conseille de fuir. Il hésite pourtant devant la perspective d'une nouvelle émigration. Il s'habitue à vivre avec sa peur, « comme avec une longue maladie ». Bientôt, sa voiture explose et tue sous ses yeux une jeune fille. Il décide de rejoindre Ariel en Espagne, où celui-ci, devenu un homme d'affaires prospère, possède une propriété.

Tandis qu'il s'installe dans la maison d'Ariel, les ombres d'autrefois recommencent d'entourer Arnim. Le héros va suivre les fantômes qui ont animé sa jeunesse, et rejoindre le bateau illuminé en partance pour ce Kronstadt ou cette enfance dont nul jamais n'est revenu. Intelligent toujours, poétique souvent, ce roman dépense un homme « égaré dans le temps ». Mais sa perte, n'est-ce pas le seul moyen de se trouver ?

JEAN BLOT.

\* LE RENDEZ-VOUS DE KRONSTADT, d'Edgar Reichmann, Belfond, 236 p., 89 F.

Book advertisement for 'L'enfant enfoui' by Sam Shepard. Includes a portrait of the author and text: 'La première traduction de SAM SHEPARD en France. Un vol. 44 F. Edition originale sur papier laqué 130 F. presses universitaires de nancy'.

Advertisement for 'Revivre l'Histoire' by Casterman. Features a large title and text: 'Parce qu'on ne lit pas l'histoire à 7 ans comme on la comprend à 12... Parce que la chronologie est la base essentielle de toute connaissance historique...'. Lists various titles like 'DES ENFANTS DANS L'HISTOIRE' and 'LES JOURS DE L'HISTOIRE'.

Jeux de masques et de miroirs

Se servant de Percy Shelley, de Mary Shelley et de Byron, Emmanuel Carrère a fait son roman comme on ourdit un complot.

AIR de bravoure : air brillant, qui fait valoir l'artiste. Morceau de bravoure : texte destiné à mettre en valeur le talent de l'auteur. Ces deux locutions me paraissent suggérer l'inséparable duo d'Emmanuel Carrère, qui, pour son deuxième roman (1), a fait le choix d'une fantaisie rendue à sa seule loi, tout entière dans le plaisir d'inventer.

Evocuer les intrigues de Bravoure, c'est mettre au jour sa structure, que réfléchissent deux métaphores : celle de l'enchevêtrement des références culturelles ; celle du miroir où se superposent les masques et les reflets de personnages authentiques saisis par la fabulation. La fiction trouve son point de départ dans la réalité.

Un petit cours d'histoire littéraire, placé au milieu de l'ouvrage, alors que nous jubilons d'avoir perdu pied parmi les fantômes des livres et de la vie, vient, avec une drôlerie opportune, nous rafraîchir la mémoire : « Voilà. Ça se passe donc en 1816. Percy Bysshe Shelley, le poète du même nom, venait d'élever à sa famille la toute jeune Mary Godwyn (...). Après avoir

traversé la France, ils arrivent en Suisse (...) et s'installent pour l'été au bord du lac de Genève dans une petite maison appelée Montalègre (la bien nommée !). Un beau matin arrive lord Byron en grande pompe (...). Chaque soir (...) tout le monde se réunissait chez Byron, sur la terrasse de la villa Diodati. Il faut savoir aussi que l'été 1816 a été le plus pourri du siècle (...). Un soir, Byron a proposé que chacun écrive [une histoire] pour le divertissement de la compagnie (...). Seule Mary a vraiment tenu le pari. »

Ce pari d'où est issu Frankenstein de Mary Shelley, Emmanuel Carrère le reprend à son compte avec perversité. En amont et en aval de l'anecdote littéraire se développent un scénario fantastique et un scénario policier dont la jonction en fin de lecture nous éclaire sur les fils inextricables de la trame, qu'on pourrait comparer, comme nous y invite l'auteur, à ce jeu de société où l'on invente « tout un feuilleton en posant des questions auxquelles on [répond] par oui ou par non. Un hasard, et puis tout s'assemble ».

Un raffinement du jeu tient dans la présence de deux narrateurs qui se partagent les soins du récit. Le premier est Polidori, « que l'abus de l'opium et la haine de soi rendent impuissant ». Auteur à dix-neuf ans d'une thèse sur le somnambulisme, médecin de Byron, il a participé aux séances de la villa Diodati et a soufflé le thème de Frankenstein à Mary. Dépouillé de ses trouvailles, Polidori sombre peu à peu dans le délire de la persécution et de la dépersonnalisation pour animer un « théâtre mental » où règnent toutes sortes de supercherries graphomaniaques. Acculé au meurtre et à la folie, il ne lui reste plus qu'à écrire la « vérité ».

La véritable histoire de Frankenstein

C'est ici qu'intervient le second narrateur, le capitaine Walton, qui, en 1884, est en train de recopier la confession rectificative de Polidori. Or celui-ci prétend conter la véritable histoire de Frankenstein, bien plus horrible que la version officielle : ce n'est pas une créature, mais d'innombrables, que le savant a été conduit à fabriquer. Leur signe distinctif : des yeux d'un noir extraterrestre. Walton, tout droit sorti du roman de Mary Shelley, dirige aujourd'hui une collection de romans sentimentaux qu'il subvertit à l'usage de ceux qui, comme lui et comme Ann, un des auteurs qu'il appointe pour cette besogne, ont les yeux bleus et s'exceptent donc de ces « intelligences de l'extérieur » qui ont proliféré depuis la fameuse expérience de 1816, et colonisent le monde. En somme, Ann, Walton, Polidori : même combat.

Mais voici qu'on dérobe à la jeune fille le manuscrit de Polidori recopié par Walton. Qui trame quoi ? Qui complotte contre qui ? Qui a écrit quoi ? Chaque histoire n'est-elle pas le rêve, le reflet, le double d'une autre ?

Emmanuel Carrère me semble avoir renoué les fils de toute la trajectoire du roman européen depuis la fin du dix-huitième siècle, où fleurissait le roman noir et le roman rose, recoups par le roman historique. Jouant le jeu à fond, l'auteur « truque » les genres avec assez de brillant et d'humour pour gagner sur les

Book advertisement for 'LES ÉTRANGERS EN FRANCE ET LE PROBLÈME DU RACISME' by Georges MAUCO. Includes text: 'Préface de Ph. Serre, ancien Secrétaire d'Etat à l'immigration. L'angoisse de l'émigré. Un livre dur et bouleversant. Plus de 4 millions d'étrangers en France, l'équivalent d'une petite nation. La Pensée Universelle, 4, rue Charlemagne, Paris (4e). Prix : 85,60 F TTC.'

Large advertisement for 'L'UNIVERSALIS AU SOMMET (TOUR MAINE-MONTPARNASSE)'. Includes a drawing of the tower and text: 'C'est au 35e étage de la Tour Maine-Montparnasse que vous trouverez toute l'information concernant les éditions "Prestige" et "Luxe" (en plus de l'édition standard) de la nouvelle ENCYCLOPEDIA UNIVERSALIS. Pour les obtenir, retournez vite ce Bon'. Includes a coupon for requesting the encyclopedia.



● A TRAVERS LE MONDE

Etre écrivain en Afrique du Sud

Par André BRINK

André Brink, qui vient de publier chez Stock un roman intitulé le Mur de la peste...

« AUSSI l'écriture est-elle une réalité ambiguë », affirme Roland Barthes dans le Degré zéro de l'écriture...

En Afrique du Sud, tous les écrivains ont conscience d'écrire contre des entraves et des obstacles.

nième le plus étroit. Cette tradition a été ébranlée ces dernières années, mais un nouveau danger est apparu...

Toutefois, il est évident que ce changement de tactique n'entraîne aucun changement dans la « vocation » essentielle de l'écrivain...

petites réformes, j'utiliserai chaque occasion pour mettre au jour ses simulacres et ses mensonges.

Dans beaucoup de littératures, il existe une distinction entre l'écriture consacrée à la « douleur privée » et la « littérature engagée ».

C'est Au plus noir de la nuit qui a marqué la ligne de partage dans mon œuvre. Pas seulement parce que c'est le premier roman en langue africaine qui ait été interdit...

Une campagne d'intimidation

Au plus noir de la nuit a aussi changé ma vie d'une autre façon, en ajoutant à mon existence une dimension plus décourageante...

Une campagne d'intimidation implacable, parfois grotesque, à cause d'une tendance à en faire trop et un mélange d'efficacité et de maladresse...

Qu'il n'y ait aucun doute : le nouveau système constitutionnel d'Afrique du Sud n'est pas une façon de « s'éloigner » de l'apartheid...

on peut décider que la situation est trop dangereuse et qu'il vaut mieux plier bagage et s'en aller; ou l'on peut penser que sa conscience ne laisse pas d'autre choix...

Partir ou rester ?

Le refus systématique de la citoyenneté à la majorité des habitants du pays; la répression de l'exode (vers les villes) de millions de gens affamés...

Comment réagit-on devant une situation comme celle que j'ai tenté d'ébaucher ? Tout d'abord,

gué - dont parle Barthes entre en vigueur : je dois m'efforcer d'être digne des exigences et des complexités de l'univers socio-politique auquel j'appartiens...

Mais, même dans l'écriture, plusieurs choix sont possibles : on peut devenir si « habile », si ingénieux, que seule une poignée de lecteurs initiés comprendra l'œuvre...

Traduit de l'anglais par JEAN GUILOINEAU.

TCHÉCOSLOVAQUIE

Que faire d'un prix Nobel de littérature ?

Que faire d'un prix Nobel de littérature ? C'est la question qui s'est posée aux autorités tchécoslovaques après la désignation par les académiciens suédois du poète Jaroslav Seifert...

« L'ATTRIBUTION du prix Nobel de littérature 1984 au poète tchèque M. Jaroslav Seifert a été exploitée par une partie de la presse et la télévision françaises pour donner des informations erronées sur la Tchécoslovaquie...

L'ambassade de Tchécoslovaquie rappelle que la réponse à tous ceux qui veulent mettre en doute l'attribution du prix Nobel à Jaroslav Seifert et le présenter comme opposant à la direction politique actuelle du pays fut donnée par le poète lui-même dans une interview accordée au journal suédois Dagens Nyheter...

Nous ne voulons pour preuve de la haute estime exprimée par la Tchécoslovaquie socialiste à l'égard...

● CORRESPONDANCE

A propos d'André Siniavski

A la suite de notre article sur Bonne nuit, le livre d'André Siniavski (« le Monde des livres » du 5 octobre), nous avons reçu cette lettre de Madame Héléne Zamoyiska.

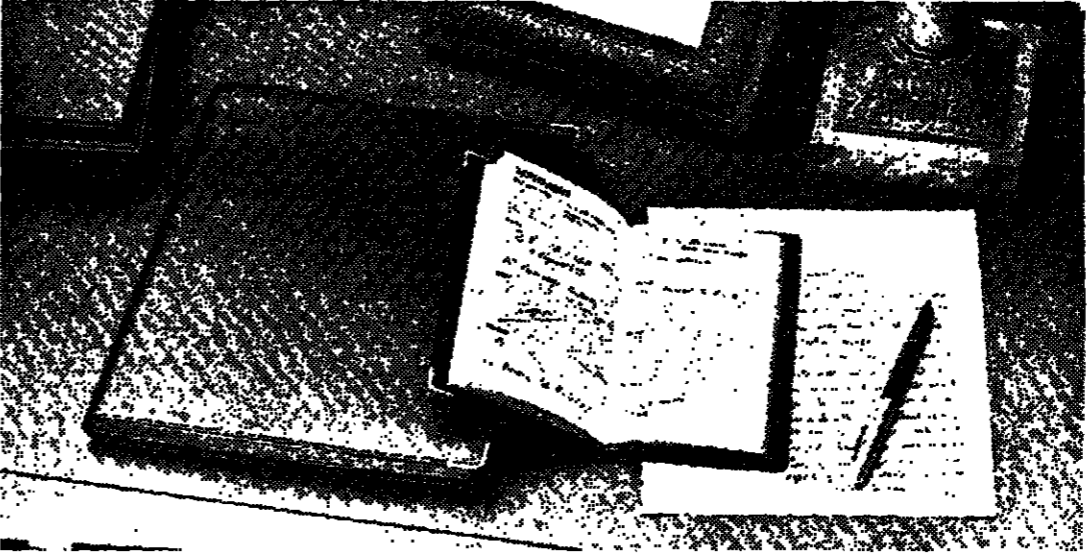
Nicole Zand montre bien la complexité douloureuse de cette œuvre. Elle y voit un « livre de l'ombre et de la nuit », une « descente aux enfers » de l'auteur, qui vit dans un monde aux valeurs inversées...

Cette dernière image, malgré les nuances qu'apporte M<sup>me</sup> Zand, a induit en erreur plusieurs lecteurs, incapables d'imaginer l'atmosphère incroyable décrite par Siniavski (...).

Un Occidental a du mal, en effet, à mesurer ce que signifiait alors pour un jeune komsozol, réellement convaincu de sa foi communiste : 1) refuser de trahir, au nom de l'homme nouveau, une personne vivante; 2) casser le rideau de fer de la méfiance qui emmurait chacun dans une terrible solitude...

C'était tromper le diable, au lieu de pactiser avec lui, et par là même tout simplement risquer sa vie. Siniavski le savait. Je peux en témoigner et ajouter qu'après nos discussions passionnées sur le bien et le mal j'en ai été profondément impressionnée. Au bord de l'abîme, il a compris que « l'homme n'a qu'une conscience », pour reprendre l'expression de Volodine dans le Premier Carolo, de Soljenitsyne. Grâce à ce moment décisif, il a commencé à être un homme libre, il a osé plus tard devenir un écrivain libre, quitte à affronter, comme il l'a fait courageusement, son procès et le camp.

« Miracle », commente Nicole Zand, et elle a tout à fait raison. Oui, dans des conditions de pression écrasante, écouter sa conscience était et reste toujours un défi miraculeux qui inaugure la remontée de l'enfer et fait jaillir « de l'ombre et de la nuit » la lumière.



UN AGENDA QUI N'EST PAS CELUI DE TOUT LE MONDE

Cet agenda est un instrument de travail entièrement original conçu spécialement par le journal le Monde pour ses lecteurs.

Tous ceux qui exercent des responsabilités à différents niveaux dans l'administration, l'industrie, l'enseignement, les professions libérales, la vie politique et associative trouveront dans ces deux agendas (l'agenda de bureau et l'agenda de poche) des collaborateurs indispensables, discrets et informés et, surtout, en tous points conformes à leur style et à leur goût.

Deuxième différence : la rationalité. Chaque double page de l'agenda du Monde vous donne une vision complète de toutes vos tâches de la semaine, jour par jour, demi-heure par demi-heure; un modèle de rationalité...

Troisième différence : la culture. L'agenda du Monde séduira par son originalité ceux qui aiment agir mais aussi réfléchir et enrichir leur esprit : chaque jour de la semaine est l'occasion de...

rappeler une grande date de l'histoire des quarante dernières années (\*): lancement du premier Spoutnik (4-10-57)... Nixon président (5-11-68)... Mort de Picasso (8-4-73)... Une cartographie particulièrement soignée fait de l'agenda du Monde un « mini-atlas ».

Quatrième différence : le service. L'agenda du Monde vous apporte une masse d'informations utiles qui vous éviteront de longues et coûteuses recherches, des centaines d'adresses, de numéros de téléphone, d'informations souvent difficiles à trouver : organisations économiques, politiques ou culturelles, nationales ou internationales, hauts responsables des pouvoirs publics, du gouvernement, du syndicalisme, principales institutions...

AGENDA DE BUREAU (220 x 280) AGENDA DE POCHE (185 x 100) ● Couverture amovible de plein cuir noir ou bordeaux d'une seule pièce. ● Renforts de coins en métal doré. ● Tranches dorées à chaud.

EN CADEAU : la personnalisation de vos agendas par l'impression de vos initiales au fer à dorer sur le cuir de la couverture. (\*) dans l'agenda de bureau.

L'AGENDA DU MONDE

BON DE COMMANDE DE L'AGENDA DU MONDE

A retourner sous enveloppe affranchie avec votre paiement par chèque bancaire ou postal à : Le Monde, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

ATTENTION : OFFRE LIMITÉE AU 15 NOVEMBRE 1984

Form for ordering the agenda, including fields for name, address, phone number, and postal code. It also lists prices for different versions of the agenda.



مكتبات الصحف

POURQUOI LISENT-ILS?

Les rêveries des demoiselles de Casablanca

Par Anne BRAGANCE

Comment on se passionnait pour les romans-photos, rue de Bastia, quand la lecture et l'amour étaient « l'affaire des femmes »...

J'ÉTAIS donc née au livre comme, un jour, j'étais née au soleil sur un rivage africain. Mon quartier portait un nom de province française, Bourgogne, et de la même façon chaque rue de ma ville avait reçu le baptême de la gloire française.

Il y avait parfois des cris et des larmes dans la maison Di Giacomo. Au centre de ces drames - à l'italienne bien sûr, - c'était le plus souvent un de ces romans-photos confisqués par l'un des frères aînés qui soudain s'arrogeait le rôle de censeur.

La Bourgogne de Casablanca n'était qu'un bas quartier de la périphérie, mais, merveille, ses dernières maisons poussaient sur le sable, blanches et méditatives devant l'immensité de l'Océan.

Il y avait parfois des cris et des larmes dans la maison Di Giacomo. Au centre de ces drames - à l'italienne bien sûr, - c'était le plus souvent un de ces romans-photos confisqués par l'un des frères aînés qui soudain s'arrogeait le rôle de censeur.

Les filles Di Giacomo, Lydia, Nadia, Anna habitaient la maison d'en face. Elles étaient pauvres - encadrées - de frères innombrables et despotiques, et le tout était conduit sans faiblesse par une mère à l'appétit calabraise.

J'ai dit ce que ces jeunes Italiennes représentaient pour moi, une curiosité, une sempiternelle question : « A quoi rêvent les jeunes filles ? » Il va sans dire que cet intérêt passionné n'était payé d'aucune réciprocité.

Lydia, Nadia, Anna, étaient les seules jeunes filles de ma connaissance. La beauté, le charme leur faisaient défaut, et sans doute même cette netteté qui est la grâce des jeunes laides.

Le même interdit s'étendait à ces débuts de feuilletons qu'on trouvait de loin en loin dans les boîtes à lettres du quartier. On alléçait ainsi les clientes potentielles; pendant deux ou trois semaines on leur livrait le rêve gratuit et à domicile.

gnes se délectaient. Dans ce milieu, les rôles, attributions et intérêts des deux sexes étaient strictement et une fois pour toutes déterminés.

monde étaient les affaires des hommes, tandis que l'amour restait celle des femmes. Cette constatation m'atterra, me mit en orbite autour d'un monde incompréhensible, et je tournai longtemps à la recherche de la clé ou de la logique des comportements adultes.

dépréciée de l'amour incombait tout entière à la femme. A ce point de ma réflexion, je n'étais pas loin de tenir pour inévitable la conséquence de cet état de fait, à savoir que les femmes de mon entourage pussent aller chercher dans la plus mièvre fiction romanesque des hommes capables de s'intéresser à l'amour.

fil des jours, au spectacle des uns, à l'écoute des autres, je m'étais forgé cette certitude étonnante, détonnante dans mon milieu : lire correspond à un besoin. (...)

Mais il convenait à présent de préciser si le besoin de lire était universel ou si - comme tout autour de moi le donnait à croire - seules les femmes pouvaient le ressentir.



Portrait de BÉRENICE CLEVEVE.

de fait, les intérieurs de la rue de Bastia, modestes, à la limite souvent du dénuement, rivalisaient d'ordre et de propreté.

se préoccupaient de l'amour. Or j'en savais assez pour ne pas ignorer que dans l'amour on va obligatoirement par deux : un homme, une femme.

Cette appréciation péjorative du rapport de la femme à la lecture - que je devais retrouver plus tard, à un autre niveau, plus sophistiqué, plus subtile et subversive - et qui amenait sur les lèvres de messieurs beaucoup plus distingués la moue reconnaissable entre toutes sicut qu'il s'agissait de littérature féminine.

Résoudre l'improbable cassette : comment arriver à deux lorsqu'on n'est qu'une ? Plus tard j'ai compris que je me posais le problème à rebours de l'engance humaine, laquelle s'est toujours efforcée au contraire de découvrir le moyen de ne faire plus qu'un lorsqu'on est deux.

Quand l'homme latin, l'homme borné et fier, l'homme réel de chez nous avait assuré à la femme un toit et de quoi vivre - sans compter une nuée d'enfants - il estimait qu'il avait accompli son devoir d'homme et il ne pouvait concéder à la femme d'aspiration plus haute.

A cette époque, la sœur de Claudine Gurrieri se mit à enfiler : elle attendait un bébé, ayant omis de passer devant le curé et l'officier d'état civil. Elle avait mis - disait-on - la char-rue avant les bœufs.

Dans la marge où je stationnais, immobile, d'où je culminais au sommet de mon enfance inaltérable, et d'où j'observais le monde, je me sentais détentrice d'un secret formidable dont la divulgation aurait pu mettre la rue de Bastia à feu et à sang.

Advertisement for 'Lettre Internationale', a European intellectual journal. Includes contact information for Ph. Roth, M. Simecka, D. Edgar, B. Crick, etc., and subscription rates (30 F, 100 F per year).

Remarquable de bout en bout - Françoise Xenakis - Le Matin



CINÉMA

LES OBSEQUES DE FRANÇOIS TRUFFAUT

Le vingt-sixième film

Ils se tenaient en retrait derrière les tombes, seuls ou deux par deux, refusant la foule des hommages, suivant de loin le cortège dans les allées du cimetière Montmartre. Ils avaient quitté leurs réserves, la Cinéma-thèque et les ciné-clubs, pour quelques heures, le temps d'assister, en pleine lumière, à la mise en terre de François Truffaut.

Mais, pour ces cinéphiles, pour ces réalisateurs en herbe, l'enterrement avait aussi valeur de constat véridique sur place. L'homme disparu n'annonçait pas avec lui le plaisir du cinéma. Les passions au scope restant au visage ému de Catherine Deneuve et de Fanny Ardant, de Charles Denner ou de Bertrand Tavernier, et même de l'air d'un honneur sacré qu'avait Jean-Pierre L  aud. Eric Rohmer, Jacques Rivette, Alain Resnais, d'autres réalisateurs se chargeaient de la force de celui qu'on célébrerait. Des centaines de spectateurs de Jules et Jim ou de Beaufort vides étaient venus rendre des hommages passés et appeler de leurs vœux, un souvenir même de François Truffaut, mais sans lui, des joies à venir.

EXPOSITION

FIAC 84

Le public et son information

Lundi 22 octobre, troisième jour d'ouverture, la population de la FIAC, marchands ou visiteurs, s'étonnait de se trouver aussi nombreuse, pour un lundi précisément. Depuis, l'affluence n'a pas faibli. Hier, jour de l'inauguration, on l'avait compté (comment ?) quelque onze mille visiteurs bien que l'entrée ait été, pour une majorité d'entre eux, payante.

Un effet de la FIAC semble être ainsi d'attirer vers l'art contemporain des gens qui, jusqu'à présent, hésitaient à entrer dans les galeries. Pour des raisons multiples, qui tiennent autant à la psychologie qu'à la mode ou au « renouvellement culturel » français, la vitrine séparant la peinture et la rue tombe donc au propre comme au figuré sous les verrières du Grand Palais.

Le public, aussi, paraît plus à l'aise, plus familier des cimaises. Il craint moins de s'informer, et moins, également, de s'avouer ses propres goûts ; il paraît moins se préoccuper de ce qu'il est convenable ou non de penser. On rencontre moins de ces réactions de rejet, moins de r  cances devant ce qu'on se connaît pas et qu'on traite alors comme un monde hostile, ridicule, ou barbare.

ROCK

LA TOURNÉE ET LE NOUVEAU DISQUE DE U2

L'  pop  e d'un groupe irlandais

Dans un Palais des Sports bond   et défilant le samedi 20 octobre à Toulouse, U2 (prononcez you too) a donné le troisième concert d'une grande tournée européenne. En France, c'est la première fois depuis la rentrée qu'un groupe anglo-saxon fait le plein dans les régions.

ambients, cette sincérité, cette conviction ont touché et gagné la confiance du public. Leur nouvel album a pour titre The Unforgettable Fire (la Feu inoubliable) en référence à l'exposition itinérante de témoins qui ont tenté de traduire en peinture l'explosion d'Hiroshima - et qu'ils ont d'ailleurs fait venir à Dublin. U2 est un groupe sans dérision, qui se prend au sérieux - pourquoi pas ? - et pour qui la musique est synonyme de spiritualité.

Si l'on ne s'y retrouve pas, une initiative, qui serait logique pour un musée mais qui paraît curieuse pour la FIAC, a été d'organiser des visites guidées. Elles ont lieu trois fois par jour, durent un peu plus d'une heure, et sont conduites par quatre enseignants et des animateurs conférenciers du Centre Pompidou. Deux d'entre eux (MM. Makaris et J.-P. Marchesch) ont publié un excellent petit guide « Musée national d'art moderne aux   ditions Hazan.

VARIET  S

LE CUARTETO CEDRON A BUENOS-AIRES

« Rue Corrientes, on nous a reconnus ! »

Il y a deux ans, le Cuarteto Cedron était ses vingt ans de musique et d'émotion à Bobino. Sur la scène, des éléments de décor sugg  raient une boîte de Buenos-Aires. El Cano Quatorce ou El Viejo Almac  n.

Aires, les « portenos », la connaissaient bien et pouvaient chanter les paroles de leurs chansons d'une façon tranquille, sans crier, sans manifester avec trop d'ostentation le retour des exilés.

THEATRE ANTOINE
FRANCIS HUSTER
LE SABLIER
de NINA COMPANNEZ

SALLE CHEVREUIL
ATHEN  E
LE RÊVE DE D'ALEMBERT
avec Marie Dubois, Denis Manuel, Bernard Waver

Th  atre Ouvert
théatre éclaté
noises d'Enzo Comanni
le Jardin d'iver

THEATRE EUROPE
LE MAL DU PAYS
de Jacques-Pierre AMETTE
mise en scène Stuart SEIDE

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE ÉDITION
INTERNATIONALE

OPÉRA
Après le succès remporté en avril à l'OPÉRA-COMIQUE
SALLE FAVART
Reprise
du 25 octobre au 12 novembre
CIMAROSA
LE MARIAGE SECRET

Les musées de la Ville de Paris

La Ville de Paris a lancé une campagne intitulée « Sortez des musées fermés pour faire connaître ses musées municipaux parfois peu connus. En achetant un billet d'entrée dans n'importe lequel de ces musées, un laissez-passer est remis donnant accès gratuitement à tous les autres musées qu'à la tour Eiffel, au jusqu'au 4 novembre, à lieu une exposition sur « Les musées de la Ville de Paris et leurs mémoires ». Elle présente environ deux cents œuvres provenant de donations.

Un Bonnard endommagé

Le Jardin, peinture de Bonnard, endommagée le 2 octobre alors qu'elle était exposée au musée de Dallas (Texas) lorsqu'elle avait été pr  t  e, doit être prochainement réexpédiée en France. Elle porte une déchirure d'une trentaine de centimètres, due peut-être à un accident, selon la police. M. Daniel Chiron, conservateur du musée du Petit Palais, qui s'est rendu sur place, a estimé le dommage « réparable ».

Cinéma sciences et technique

Après le r  gnum en 1983, c'est au tour des sciences et des techniques d'avoir leur festival à l'initiative de l'Association cinéma et audiovisuel en Val-de-Marne (CAVM). Cinquante et un long métrages et cinquante-six courts métrages classés par catégories sont présentés jusqu'au 15 novembre dans onze villes du département. (Rens. : 283-62-61.)

Hommage    Argentina

Antonio Mar  , né en 1890 à Buenos-Aires, d'un père espagnol et d'une mère argentine, associa l'enthousiasme des foules au début du s  cle sous le nom d'Argentina. Morte prématurément en 1936, elle demeure avec son grand sourire et son regard de feu comme le symbole de la danse espagnole. Plus de vingt costumes de scène seront exposés avec de nombreux souvenirs au Th  atre des Champs-  lys  es, qui lui rend hommage cinquante ans après son départ récité (du 5 au 12 novembre).

Le « sixième jour » après Bonaparte

Alors qu'il commen  e à peine le montage d'Adrien Bonaparte, le cinéaste Jacques Youssouf Chabine vient d'annoncer que son prochain film serait en principe « la poignante histoire d'une grand-mère, d'un enfant et d'un monstre de s  xe par  s sur le Nil pour faire le ch  lier ». C'est le sujet du Sixième Jour, livre de la romanc  re   gypto-libano-française Andrée Ch  lid, et qui s'inspire du déroulement de la dernière épisode des ch  liers survenues en 1952.

Telex pour les enfants

Une des grandes tentatives du théatre pour enfants est de se mettre à l'  cole de la télévision et de la téléphonie. Exercice p  cilleux qu'ont tenté les Bateleurs 2000, en montant le Secret de Telex, l'histoire d'un gamin légume candidat à un rôle de héros pour feuilleton télévisé, sur fond d'ventures préhistoriques. Le manichéisme triomphe all  grement dans cette mise en scène sans prétention de Nicole André. A recommander à peu près exclusivement aux amateurs de préhistoire fantastique à la façon Babau. (Comédie de Paris, les mercredi et samedi à 14 h 30, tél. 281-29-36.)

Architecture et cinéma

Le deuxième Festival international du film d'architecture, d'urbanisme et d'environnement urbain se poursuivra jusqu'au 31 octobre à Bordeaux. Mais le jury, présidé par Ricardo Bofill et d'ores et d  j d  cristal son grand prix au film yougoslave Chiffres venant de la lumiere, de Bruno Gaudin.

Festival des ciné-clubs à Poitiers

Près de quatre-vingts films représentant onze pays sont projet  s du 24 au 30 octobre à Poitiers (Vienne)    l'occasion du deuxième Festival international des ciné-clubs. Douze d'entre eux sont en comp  tation pour le grand prix du festival, dont le jury est présidé par le scénariste et réalisateur italien Carlo Lizzani. La soir   inaugurale de ce deuxième Festival de Poitiers a été consacrée à François Truffaut, qui était président de la Fédération internationale des ciné-clubs.







LE CARNET DU Monde

INFORMATIONS

Mariages - M. et Mme Jacqueline Touitou... M. Régis SEUROT.

Décès - M. et Mme René Davaine... M. René DAVAINÉ.

M. et Mme Daniel MASSIGNON... M. Louis MASSIGNON.

POUR VOS ENFANTS Filles et garçons de 5 à 16 ans VACANCES DE NOËL EN MONTAGNE

Claude BAILLE, officier des hautes, chevalier de la Légion d'honneur.

M. et Mme Maurice Dolivet... M. Maurice DOLIVET.

M. et Mme Smail Bendjallah... Smail BENDJABALLAH.

Le bilan de la vie associative

Le Conseil national de la vie associative (CNVA), installé le 4 juillet 1983 par M. Pierre Mauroy...

CURES THERMALES D'HIVER AU SOLEIL. Vous supporterez mieux la mauvaise saison si vous bénéficiez d'une cure thermique et de détente au soleil du Midi.

Anniversaires - Le 26 octobre 1983, Michel TINOWSKY nous quitte.

L'éclaireur de la démocratie

Depuis bien avant 1981 le mouvement associatif est à la mode. On s'extasie, on le bénit, on le félicite...

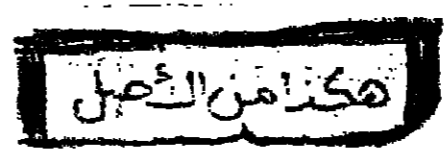
nouveau drouot Hôtel des ventes, 9, rue Drouot, 75009 Paris. Téléphone : 246-17-11 - Télex : Drouot 642260

M. et Mme Laurence Dolivet... M. Laurence DOLIVET.

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER AUX BILLETTS ENTIERS. La répartition de TAC-O-TAC se prévoit ainsi comme suit (L.O. de 1980/84)

loterie nationale LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER TOUTS CHIFFRES COMPLETS AUX BILLETTS ENTIERS. TRANCHE D'OCTOBRE DES SIGNES DU ZODIAQUE

Vertical text on the far right edge, including 'SE', 'MOTS CR...', 'OFFRE EMPLOI', 'RESPONSABLE', 'RELATIONS', 'PNEUMOLOGISTE', 'ATTACHÉ', 'RELATIONS', 'PNEUMOLOGISTE', 'PNEUMOLOGISTE', 'PNEUMOLOGISTE', 'PNEUMOLOGISTE'.

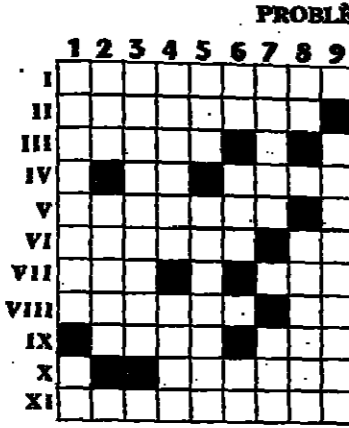


كناش الاديان

RMATION

« SERVICES »

MOTS CROISÉS



VERTICALEMENT
1. On n'y prend jamais de café sans sucre. Langue morte.
2. Appellation d'appelé. Apparitions pour certains, vision pour d'autres.

PROBLÈME N° 3827
VERTICALEMENT
1. On n'y prend jamais de café sans sucre. Langue morte.
2. Appellation d'appelé. Apparitions pour certains, vision pour d'autres.

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable de temps en France entre le jeudi 25 octobre à 9 heures et le vendredi 26 octobre à 24 heures.
Les perturbations originaires précédées de remontées d'air chaud venant de la Méditerranée vont encore sévir sur la majeure partie du pays.

Caen, 17 et 13; Cherbourg, 16 et 12; Clermont-Ferrand, 23 et 14; Dijon, 18 et 12; Grenoble-St-M-H., 16 et 9; Grenoble-St-Goirin, 20 et 10; Lille, 15 et 12; Lyon, 19 et 11; Marseille-Margiane, 21 et 16; Nancy, 15 et 10; Nantes, 19 et 14; Nice-Côte d'Azur, 19 et 14; Paris-Montsouris, 18 et 13; Paris-Orly, 16 et 12; Pau, 27 et 14; Perpignan, 19 et 12; Rennes, 18 et 12; Strasbourg, 16 et 8; Tours, 18 et 13; Toulouse, 23 et 13; Poitiers-Pire, 29 et 19.

EN BREF

PARIS-II
DROIT COMPARÉ. - L'Institut de droit comparé délivre un diplôme de droit comparé réservé aux étudiants titulaires du DEUG de droit ou d'un diplôme équivalent.

que comparé, droit international privé comparé, droit pénal comparé, droit administratif comparé, droit du pétrole.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 27 OCTOBRE
« La basilique Saint-Denis », 14 h 30, devant la basilique, M. Lépanny.
« L'hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M<sup>me</sup> Bouquet des Chaux.

CONFÉRENCES

15 heures, Sorbonne/Bachelard, Jean-François Crédat - La vie quotidienne dans l'antiquité.
15 heures, Théâtre des Mathurins, le duc de Castries sur son livre La Reine Hortense; Georges Kertész sur le thème: « supériorité et félicisme » (Le Nouveau Fabrony).

COPIES COULEURS PROFESSIONNELLES sur papier Ilford Cibachrome ou sur film ETRAVE 38, AV. DAUMESNIL PARIS-12<sup>e</sup> 347.21.32

Conseils aux associations
Cet ouvrage regroupe les chroniques hebdomadaires de Raymond Camus publiées dans « le Monde Dimanche » de 1982 à 1984. Il apporte sous une forme claire et pratique aux associations de toute nature une assistance dans les domaines administratif, juridique, financier et fiscal.

BON DE COMMANDE « CONSEILS AUX ASSOCIATIONS »
Nom ..... Prénom .....
Adresse .....
Code postal ..... Ville .....
Nombre de exemplaires (à ..... x 53,50 F (frais d'expédition inclus) = ..... F

Table with 2 columns: OFFRES D'EMPLOI, DEMANDES D'EMPLOI. Rows include Immobilier, Automobiles, Agenda, Prop. Comm. Capitaux.

ANNONCES CLASSEES

Table with 2 columns: ANNONCES ENCADRÉES, DEMANDES D'EMPLOI. Rows include Immobilier, Automobiles, Agenda.

OFFRES D'EMPLOIS

ÉCOLE PÉRISEVAL PÉDAGOGIE RUDOLF STENER recherche d'assistant
PROF. D'ALLEMAND Env. c.v. à: Ecole Périseval 5, rue d'Alger, 75007 PARIS
PROF. D'INFORMATIQUE micro ordinateur BASIC
UN(E) RESPONSABLE DE LA FORMATION ET DES RELATIONS PUBLIQUES

DEMANDES D'EMPLOIS

J.P. 68 ans, 31 ans rech. place stable, poste à responsabilité niv. BTS international, bonne maîtrise, anglais, 10 ans exp.
MARIEN DE COMMERCE 39 ans, titulaire de l'enseignement supérieur, diplômée de l'Université de Paris-2, 28, rue Saint-Guilhem, 75007 Paris. Tél.: (1) 222-35-93, poste 39.

L'immobilier

appartements ventes
1<sup>er</sup> arrdt VUE SUR BEAUBOURG 100 m² rénové, 1.300.000 F.
16<sup>e</sup> arrdt TROCADERO CHARMANT 4 p., 2 ch., cuisine, parquet, 120 m², ALAIN 285-00-59.
3<sup>e</sup> arrdt MARAIS Bel imm. XVII<sup>e</sup> restauré, studio et 2 pièces, très calme, soleil, tout confort, Pts 340.000 F.
5<sup>e</sup> arrdt NEUF JARDIN DES PLANTES 1 et 3, RUE POLIVEAU, 2 pièces, très calme, soleil, 34 et 5 p., et tout confort, 14/18 h, tout confort et dimanche.
6<sup>e</sup> arrdt SAINT-SULPICE Charmant studio, poitrine, colonnade, Pts 200.000 F.
7<sup>e</sup> arrdt BAG/SAINT-GERMAIN Métro Parmentier, bel 2 et 3 ch., très original, clair, calme, toutes possibilités profession et crédit, Pts 325.000 F.

locations non meublées demandées

Paris Val-de-Marne SAINT-MANDÉ EGLISE 2 pièces, 60 m², 450.000 F.
immobilier information ANCIENS NEUFS DU STUDIO AU 6 PIÈCES SÉLECTION GRATUITE
appartements achats JE RECHERCHE ECRANGISTES
locations non meublées offertes Paris VOUS CHERCHEZ UNE LOCATION ?

propriétés

A VENDRE à LOUDÉAC (CAUSE DÉPART RETRAITÉE) TRÈS BELLE PROPRIÉTÉ 2.500 m² terrain bien clos
BORD DE MARNE 15 km Paris, secteur résidentiel protégé, PARTICULIER VEND PROPRIÉTÉ 220 m² habitable sur parc paysagé 3.900 m² clos.
VUE SUR SEINE Étude cherche pour CADRES villes très bien, loyer garanti.

domaines

chalets AUDE: très beau chalet soigné, 11 ch., garage, terrain 2.000 m², accès vert. Tél. (83) 26-51-82 ou (83) 28-58-51 le soir après 20 heures.
viagers F. CRUZ, 266-19-00
bureaux Locations Votre adresse commerciale au SIÈGE SOCIAL
fonds de commerce Ventes VERSAILLES CENTRE en S.A. Philoéris, Confarès, Traitant, gros C.A. 600 m², locaux commerciaux, emplacement n° 1, 3.300.000 F. VIMO BUREAUX 861-32-70.



مكاتب الأحرار

SOCIAL

FO et la CFDT réclament une revalorisation des allocations pour les chômeurs de longue durée

Dans une déclaration rendue publique le 24 octobre, M. Pierre Héritier, secrétaire national de la CFDT, réclame du gouvernement une revalorisation au 1er octobre des allocations de solidarité versées par l'Etat aux jeunes sans emploi, aux chômeurs de longue durée et plus généralement aux exclus du système d'assurance-chômage.

Le gouvernement doit tenir ses engagements à l'égard des chômeurs, ajoute M. Héritier, en faisant observer que l'UNEDIC, pour sa part, avait fixé à 41,40 F, contre 40 F, le montant de l'allocation de fin de droits. Le gouvernement ne peut différer sa décision, et conclut, M. Héritier, il faut parler vrai. Les actes doivent correspondre au discours.

De son côté, au nom de la commission exécutive de Force Ouvrière, M. André Bergeron revient à la charge sur le même sujet en demandant d'aller plus loin dans la revalorisation des allocations financées soit par l'UNEDIC, soit par l'Etat. Le secrétaire général de FO a d'ailleurs fait parvenir des lettres en ce sens au premier ministre et au président du CNPF et déclare vouloir s'entretenir avec eux de cette question. Il n'est pas possible de laisser des gens avec 1 200, 1 800 et 2 400 francs par mois pour vivre.

écrit M. Bergeron qui juge « urgent de revaloriser les allocations de solidarité et, peut-être de définir de nouvelles formes de départs anticipés ».

Selon FO, « 250 000 personnes sont concernées par l'allocation de solidarité et 250 000 autres, qui dépendent du régime d'assurance-chômage, perçoivent des indemnités comparables » (40 F par jour) auxquels il conviendrait d'ajouter les « 900 000 personnes (qui) ne peuvent prétendre à rien » dont les « trois quarts (...) ont moins de 25 ans ».

M. Delebarre constate un fort mouvement d'intérêt pour les travaux d'utilité collective

Au cours de cette même conférence de presse le ministre du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, s'était attaché à montrer que, les décisions prises depuis le 26 septembre pour l'emploi des jeunes avaient rapidement été suivies d'effet. Tous les textes réglementaires, les décrets comme les circulaires, sont prêts, publiés au Journal officiel ou ne tarderont pas à l'être. Ainsi en a-t-il été pour la mise en place de la formation en alternance, qualifiée d'« accord exemplaire », et pour laquelle le décret a été publié le 17 octobre.

Concernant la revalorisation des allocations de solidarité financées par l'Etat, M. Delebarre avait déclaré au cours d'une conférence de presse le 22 octobre qu'une majorité était à l'étude. Elle pourrait atteindre 3,5 % et ainsi correspondre à l'augmentation décidée par l'UNEDIC pour la partie fixe de 40 francs, à compter du 1er octobre.

« J'ai noté avec satisfaction la mobilisation du CNPF », a déclaré M. Delebarre, pour saluer la réunion des délégués à l'emploi et des responsables des associations de formation par M. Yvon Chotard, vice-président du CNPF, le 19 octobre à Paris, et destinée à convaincre chacun d'atteindre l'objectif des trois cent mille stagiaires par an.

Les travaux d'utilité collective (TUC) se précisent. Un décret est déjà publié. Un autre, sur la convention type et la rémunération, et des circulaires d'application le seront cette semaine. « Dans un délai maximum de trois semaines, une convention pourra être signée par une collectivité ou une association qui fera connaître son projet », a indiqué M. Delebarre, qui a annoncé l'ambition de recruter 10 000 TUC ou enregistré l'appel à la mobilisation de la région Picardie. Avec M. Bouchard, pour l'environnement, M. Franceschi, pour les personnes âgées, et M. Hervé pour les services hospitaliers, des rencontres sont prévues pour définir l'application des TUC à ces domaines. Des contrats de programme seront signés également avec les grandes associations nationales. « Beaucoup de propositions nous sont faites », a souligné le ministre, qui constate un fort mouvement d'intérêt. Dans les Vosges, par exemple, on envisage la plantation de pins dans les zones dévastées par la tempête l'été dernier.

Parallèlement, et pour améliorer le fonctionnement de son ministère, qui rassemble des fonctions autrefois dispersées entre l'emploi, le travail et la formation professionnelle, M. Delebarre a chargé M. Claude Blondel de lui fournir un rapport « dans six mois ». « Si tout le monde se félicite de ce regroupement, a fait observer le ministre, encore faut-il qu'il s'accompagne d'une plus grande efficacité et d'une plus grande cohérence ».

• Démissions à l'Union régionale CFDT d'Ile-de-France. - M. Jean-Pierre Bobichon, secrétaire général, et M<sup>me</sup> Marie-Noëlle Thiébaud, secrétaire de l'Union régionale CFDT d'Ile-de-France, ont annoncé, le mercredi 24 octobre, qu'ils quittaient leurs fonctions. Dans une déclaration rendue publique, ils précisent que M. Bobichon n'a pas été retenu pour le futur secrétariat, qui doit être présenté au congrès régional de janvier 1985. Leur départ, affirmement-ils, illustre une « crise » de l'Union régionale, due à la présence de nombreux « syndicats oppositionnels », à l'alliance de militants d'extrême gauche « défendant des positions idéologiques archaïques » et les droits acquis avec des responsables « basistes » et les représentants de secteurs industriels traditionnels en difficulté, sur lesquels l'Union s'est trop appuyée.

• Propositions salariales à la RATP. - La direction de la RATP a proposé mardi 23 octobre, aux sept syndicats, des augmentations salariales d'un peu plus de 4 % au total en niveau échelonnées sur l'année 1984 : avancer au 1er avril l'application de l'augmentation de 1,75 % en niveau déjà accordée le 1er juin, accorder une augmentation de 0,25 % au 1er juin, et une autre de 2 % au 1er octobre. En outre, elle propose un ajustement des rémunérations dès que l'indice des prix 1984 sera connu, l'augmentation de la masse salariale pouvant atteindre celle de la moyenne des prix moins 0,50 %. Mais ces augmentations dépendent de la signature d'un accord par des syndicats représentant au moins 30 % du personnel ; sinon, l'augmentation de 1,75 % serait maintenue au 1er juin, et seule serait accordée celle de 2 % au 1er octobre. Une réunion est prévue au plus tard le 12 novembre.

CREUSOT-LOIRE : la CGT demande une consultation des Creusotins

Après la consultation organisée le 23 octobre auprès des salariés de Creusot-Loire et à l'occasion de laquelle la majorité (50,54 %) de personnes présentes se sont prononcées contre le protocole signé avec les pouvoirs publics le 18 octobre, la CGT demande aux maires du Creusot et des communes voisines d'organiser une consultation de la population.

Dans une lettre adressée au premier ministre, M. André Sainjon, secrétaire général de la Fédération des travailleurs de la métallurgie, affirme que « ce vote confirme combien les solutions sociales préconisées (...) sont extrêmement nuisibles et mettent en cause la survie de la société. Le bon sens commande de rouvrir le dossier ». M. Sainjon

demande « une nouvelle négociation » et ajoute que « toute autre attitude des pouvoirs publics ne pourra que conduire notre organisation à promouvoir l'action avec les salariés ».

Pour la CFDT, il n'est pas question de remettre en cause le protocole d'accord. M. Georges Granger, secrétaire général de la Fédération de la métallurgie, dénonce « la stratégie de la CGT, qui se situe exclusivement sur le terrain politique. La remise en cause (du protocole) signifierait la liquidation de biens et la mort de Creusot-Loire », et il conclut. La CFDT « s'opposera à toute remise en cause du protocole social signé ».

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

GROUPE EPEDA-BERTRAND FAURE

RÉSULTATS DU 1er SEMESTRE 1984

En milliers de francs	1er semestre 1983 (*)	1er semestre 1984	Variation
Chiffre d'affaires HT	1 376 487	1 405 156	+ 2 %
Résultat courant avant impôt	140 008	120 711	- 13,78 %

(\*) Les éléments de 1983 ont été retraités conformément au nouveau plan comptable.

Au cours du premier trimestre 1984, l'impact de la réglementation des prix, la hausse des coûts de production et la baisse de la consommation des ménages ont pesé sur l'exploitation du groupe.

- L'activité literie s'est montrée relativement résistante dans un marché d'équipement de la maison très déprimé, mais le blocage des prix et l'augmentation des coûts affectent ses résultats.  
- L'activité sièges automobiles a été touchée par la baisse de production des constructeurs français et le conflit de la métallurgie en RFA. Le groupe est cependant bien placé sur les modèles récents : BX, 205, Super 5, R 25, nouvelles Golf et BMW.  
- L'activité bagages, qui réalise maintenant 56 % de son chiffre d'affaires à l'exportation, a connu une croissance soutenue avec des résultats satisfaisants, et une nouvelle usine est en cours d'aménagement.

Au second semestre 1984, les activités literie et sièges automobiles continueront d'être soumises aux mêmes contraintes, qui ne devraient néanmoins pas entamer leurs fortes positions de marché, et l'activité bagages poursuivra son développement favorable. Pour l'ensemble de l'exercice, les résultats du groupe devraient s'inscrire, conformément aux prévisions, dans la même tendance que ceux du premier semestre.



Centrale internationale des Services

Le conseil d'administration de BIS SA, société holding du groupe BIS, réuni le 22 octobre 1984, a pris connaissance des comptes du premier semestre de l'exercice 1984.

Il s'élève à 17 984 400 F contre 23 036 762 F pour la même période de 1983.

GROUPE BIS

Le chiffre d'affaires hors taxes consolidé s'élève à 988 141 137 F contre 986 548 524 F pour la même période de 1983, soit en augmentation de 0,2 %.

SOCIÉTÉ HOLDING

Les produits de BIS SA s'élèvent à 52 392 393 F contre 70 803 931 F pour la même période de 1983. Le résultat net s'établit à 16 469 654 F contre 23 832 992 F l'année précédente.

Le résultat consolidé avant impôt, participation et provision pour investissement dotée, enregistre un recul de 21,9 %.

Cet été à Paris  
branchez vous en anglais

PROCHAIN STAGES D'ÉTÉ  
les 23 juillet - 6 et 20 août

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE  
29 passage Dauphine  
75006 Paris - Tél. 325.41.37

70% DES PARLEMENTAIRES NE CONNAISSENT PAS L'AUTRE DEFINITION DU REFERENDUM.

ESTIMATION GREY SEPTEMBRE 84

RÉPONSE : UNE DEMANDE D'UN DIPLOMATE A SON GOUVERNEMENT.

Histoire, littérature, cinéma, etc... Remue-Méninges, le nouveau jeu qui met votre culture en questions. 6000 colles pour déchaîner les passions.



La version française de Trivial Pursuit



© Copyright 1984 Horn Abbot International Ltd. Un jeu Horn Abbot sous licence Horn Abbot International Ltd., propriétaire de la marque déposée "Trivial Pursuit". Fabriqué et distribué par CPG Products Corp. Distribué en France par l'intermédiaire de General Mills Jeux et Jouets - 93500 Pantin.

# SOCIAL

## De la difficulté de contenir les salaires

(Suite de la première page.)

La production industrielle a nettement fléchi, l'indice trimestriel a perdu plus de trois points de décembre 1969 à décembre 1970. Quant aux prix de détail, ils ont évolué plus vite que dans les pays de l'OCDE (5,6 % en moyenne pour 1969 et 1970 contre 3,5 % les deux années précédentes).

Non sans surprise, on verra l'administration bloquer pendant trois mois les prix et les salaires et mettre en place des organismes comme la commission des prix, le bureau des salaires, le comité des intérêts et des dividendes et le comité du coût de la vie pour surveiller l'application de la nouvelle politique. Cela permettra tout juste de stabiliser pour un temps la situation.

### Les travailleurs à l'épreuve

Jusqu'au mois de juillet 1972, les prix et les salaires progressent au même rythme que durant les huit mois précédents. Mais lorsque les contrôles sont levés, en janvier 1973, on voit l'inflation repartir de plus belle. Les prix augmentent de 6,2 % en 1973 et de 11 % en 1974, en dépit d'un nouveau blocage de deux mois à partir de juin 1973 et la phase de contrôle qui lui succède. Par la suite, l'administration Carter, tout en incluant une limitation des revenus dans sa stratégie d'ensemble, se gardera bien de remettre en place le lourd et inutile arsenal de l'administration Nixon.

Si l'on veut mieux encore se convaincre de la difficulté de réussir une telle entreprise, il faut revenir à

l'exemple britannique, quand les travailleurs reviennent au pouvoir, en 1974. Ils ont promis aux syndicats de mettre fin à la politique des revenus pratiquée par M. Edward Heath depuis 1972. Mais ils ne tiennent pas longtemps cette promesse. La relance qu'ils pratiquent conduit à la rupture des équilibres. Au premier semestre de 1975, les prix ont augmenté de 28,7 %. M. Harold Wilson va alors mener une politique assortie d'objectifs annuels mais, chaque fois qu'il croit saisir sa proie, elle lui échappe.

Tous les ans, au mois d'août, il lance son offensive pour les douze mois suivants, modifiant à chaque fois sa tactique. La première année, il décide de limiter à 10 % des hausses de salaires qui atteignent 30 %. Avec un certain luxe dans le détail : l'augmentation des gains salariaux ne devait pas dépasser 6 livres par semaine ; les salariés recevant plus de 8 500 livres par an ne pouvaient prétendre à aucune augmentation.

Les résultats ne sont pas décourageants mais insuffisants (les salaires ont augmenté de 13 %) et le gouvernement britannique tente, pour les douze mois suivants (août 1976-juillet 1977), de limiter la hausse de la moyenne des salaires bruts à 5 %, en appâtant les syndicats par des allègements fiscaux. Léger dérapage (+8 %), mais drame pour les salariés, car les prix, eux, ont augmenté de 17 %. Il s'ensuit une tentative de rattrapage qui va fausser les résultats de la troisième période (août 1977-juillet 1978). Pas plus de 10 % d'accroissement des salaires, dit M. Wilson. Ce sera 17 %. Les prix,

en revanche, sont tombés d'une hausse de 20,5 % au premier semestre de 1977 à 9,3 % au second et à 7,8 % au premier semestre de l'année suivante. Le pouvoir d'achat des salariés augmente de 7 %, ce qui leur convient bien, mais pas au gouvernement qui voit une fois de plus son plan échouer.

Les rapports entre les deux parties se sont dégradés. Si, de juin 1975 à juin 1977, les syndicats ont montré leur volonté de collaborer en acceptant des sacrifices pécuniaires en contrepartie d'importantes réformes (nationalisations, protection accrue contre les licenciements), ils n'ont plus du tout envie de jouer le jeu à partir de cette date. Le dérapage prix-salaires les a

rendus plus que récalcitrants. Conscient du danger, M. Wilson use de la méthode douce : il demande à ses partenaires de limiter « volontairement » les hausses de salaires à 7 %, leur promettant une importante réduction de l'impôt sur le revenu.

Cette fois, c'est la débandade. Sachant d'expérience qu'ils n'obtiendraient aucune sanction, alarmés par l'agitation sociale qui a repris avec vigueur pendant l'hiver, les chefs d'entreprise ont laissé filer les salaires... qui augmentent de 16 %. Mais, en juillet, M. Wilson n'est plus là pour constater les dégâts. Depuis trois mois, il a laissé la place à M<sup>me</sup> Thatcher, qui, par de tout autres méthodes, va régler le pro-

blème (suppression du contrôle des prix, du contrôle des changes et de la politique des revenus, allègement des changes patronaux). Les gains horaires dans l'industrie vont revenir d'une progression moyenne de 15,5 % sur les dix dernières années jusqu'en 1982 à une moyenne de 9 % pour 1983 et 1984. Les prix vont régulièrement baisser à partir de 1981 pour ne plus augmenter que de 4,6 % en 1983. Mais le chômage va atteindre en 1983 le taux le plus élevé des principaux pays industrialisés : 13,2 % contre 5,6 % en 1979.

### Exemple Allemand

Au vu de ces deux exemples, les plus notaires il est vrai, on pourrait conclure qu'il n'y a pas de politique de revenus possible par voie contractuelle. Ce serait oublier le cas de l'Allemagne fédérale qui, pour des raisons historiques, a fait du consensus social la loi de sa stabilité. Avec un taux de syndicalisation deux fois supérieur à celui de la France, elle joue de la concertation entre partenaires sociaux suffisamment représentatifs pour que les négociations soient suivies d'effets. Les négociations sont régies par la loi de 1967 sur « la stabilité et la croissance économiques ».

Cette démarche permettra à la RFA, après le premier choc pétrolier, de mener une politique de limitation des hausses de salaires qui favorisera la reprise des investissements. La part salariale corrigée du nombre des salariés recule, en pourcentage du produit intérieur brut, de 66,6 % en 1975 à 64,5 % en 1980. En France, elle passera au contraire de 65,6 % à 66,4 %. Autre comparai-

son : en dix ans, de 1972 à 1982, les gains horaires dans l'industrie progressent en moyenne de 14,9 % en France, mais seulement de 7 % en Allemagne, alors que cette progression avait été pratiquement identique au cours de la décennie précédente (respectivement 9 % et 8,3 %). Bien évidemment, le taux d'investissement ira croissant chez nos voisins (de 20,4 % à 22,8 % entre 1975 et 1980) et décroissant chez nous (de 23,3 % à 21,7 %).

D'un côté on s'efforce de faire payer la crise par les salariés, de l'autre pas. La France, pourtant, dispose de moyens de concertation qu'elle a mis en œuvre principalement depuis le début des années 60. Le gouvernement détiendrait des moyens statistiques efficaces grâce à l'Institut national de la statistique et des études économiques (INSEE) et un excellent outil grâce au Centre d'études des revenus et des coûts (CERC). Sa marge de manœuvre reste cependant fort étroite. Il ne peut agir que sur le secteur public, en fixant les normes d'augmentation des revenus. Patrons et syndicats du secteur privé négocient, de leur côté, par branche et par entreprise sans que les pouvoirs publics aient à intervenir. Ils ont pour habitude de calquer les comportements sur celui de la fonction publique. D'où l'importance des négociations en cours. Le durcissement des règles de la fonction publique, qui a permis en d'autres lieux (les Etats-Unis, mais surtout la Belgique et les Pays-Bas) aux pouvoirs publics d'imposer de sévères restrictions salariales ne suffira pas toujours à réduire les syndicats au silence.

FRANÇOIS SIMON.

### D'un pays à l'autre

Chaque pays a sa façon de négocier les révalorisations salariales. La Revue de la concurrence et de la consommation (1), diffusée par le ministère de l'économie, des finances et du budget, en fait une analyse succincte.

● Aux Etats-Unis. — Les négociations salariales sont libres et ont lieu par branches. Elles permettent le renouvellement de conventions collectives pluri-annuelles, et intègrent l'ensemble des coûts salariaux. Certains contrats comportent des clauses d'indexation.

● En Grande-Bretagne. — La détermination des salaires se fait, dans 95 % des cas, par négociation au niveau des entreprises. L'Etat n'intervient que pour faire une recommandation purement indicative.

● En RFA. — Le régime juridique en matière salariale est celui de la liberté de négociation, et il n'existe pas de régime d'indexation des salaires et des prix. Les négociations se déroulent essentiellement au niveau des branches entre organisations syndicales et fédérations patronales. Elles incluent la réduction de la durée du travail. Les pouvoirs publics émettent un avis sur

les taux d'augmentation qui devraient être retenus.

● Au Japon. — Les pouvoirs publics n'interviennent pas dans les négociations salariales, et le gouvernement, même, attend la fin des délibérations entre les syndicats et le patronat pour fixer les hausses dans les entreprises publiques. Le patronat tend à aligner les hausses de salaires sur les gains de productivité. Des primes annuelles sont versées en fonction des résultats de l'entreprise.

● En Italie. — L'accord social du 22 janvier 1983 a réduit la portée de la méthode d'indexation des rémunérations (scala mobile), considérée comme un facteur important de l'inflation. Il existe une indemnité fixe et uniforme de vie chère, versée quatre fois par an, que l'Etat s'efforce de réduire. Les salaires sont négociés librement dans le cadre de la norme de hausse fixée par le gouvernement à 10 %.

(1) Revue de la concurrence et de la consommation, n° 27, Direction générale de la concurrence et de la consommation, 41, quai Branly, 75007 Paris.

### TAUX DE VARIATION

#### DU SALAIRE HORAIRE OUVRIER EN FRANCE

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
15 %	12 %	12,6 %	13,7 %	15,4 %	16,3 %	12,6 %	9,8 %

#### PART DES SALAIRES BRUTS DANS LA VALEUR AJOUTÉE DES SOCIÉTÉS OU QUASI-SOCIÉTÉS

1976	1977	1978	1979	1980	1981	1982	1983
62,12	61,7	61,3	60,5	61	62,19	61	60,3

**UN NOUVEAU MAGAZINE GAY FOU & MUSCLE!**

100 000 EXEMPLAIRES CHEZ TOUS LES MARCHANDS DE JOURNAUX

**IOF**

LES COLLECTIONS DE LUNETTES

**Meyrowitz** OPTICIEN

NINA RICCI YES SAINT LAURENT Christian Dior Cartier

MEYROWITZ OPTICIEN, L'AUTRE FAÇON DE VOIR  
5 RUE DE CASTIGLIONE 75001 PARIS. TEL. 26.40.67

## Quelle est la différence de prix entre la Classe Economique et la Classe Affaires sur un Paris-Francfort?

**La réponse est dans le billet.**

**AIR FRANCE**

Un billet Air France Paris-Francfort en Classe Affaires, c'est une exclusivité Air France. C'est aussi 4 vols par jour (sauf le samedi), en Boeing 737 ou 727 tous au départ de Charles-de-Gaulle 2, Aéroport B.

C'est aussi un enregistrement et un embarquement particuliers et la possibilité de choisir son fauteuil. A bord, c'est un service personnalisé, des repas, des boissons gratuites et l'agrément d'un siège confortable.

Un billet Air France Paris-Francfort en Classe Affaires c'est seulement 12% plus cher qu'en Classe Economique. C'est une autre réponse d'Air France aux besoins des hommes d'affaires.

### Le billet tous services

مكتبة من الأصيل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS Comptant

24 OCTOBRE

PARIS 24 octobre

Forme

La légère reprise observée quatre heures auparavant à la Bourse de Paris s'est poursuivie mercredi. A la clôture, l'indice principal enregistré une hausse de 1,5% environ.

C'était, en effet, la première séance de la liquidation à fin novembre. Comme souvent en pareille occasion, les opérateurs ont repris position, mais sans se bouleverser au point de vue de la liquidation à fin novembre.

Des rumeurs ont couru pendant quatre heures auparavant à la Bourse de Paris s'est poursuivie mercredi. A la clôture, l'indice principal enregistré une hausse de 1,5% environ.

La devise titre s'est raffermie pour s'échanger entre 10,54 F et 10,62 F, contre 10,45 F-10,58 F.

L'or a très peu varié : 340,25 dollars l'once à Londres, contre 340 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 450 F à 102 300 F et le napoléon 1 F à 605 F.

NEW-YORK

Irégulier

Continuant le mouvement de correction amorcé depuis plusieurs jours à Wall Street, le marché new-yorkais a évolué de façon irrégulière le mercredi 24 octobre.

En fin de séance, l'indice Dow Jones des valeurs industrielles a reflété un gain de 3,42 points, à 1 216,43 points, alors que les baisses l'emportaient sur les gains dans la proportion de 790 titres, contre 740.

Les échanges ont porté sur 91,5 millions d'actions, contre 92,2 millions, avec un volume important (2,28 millions d'actions) sur le marché Manhattan, inchangé à 43 1/8 points.

Selon les analystes, les statistiques relatives à l'inflation demeurent favorables - les dernières en date démontrent que les prix de détail n'avaient progressé que de 0,4% en septembre, mais les investisseurs sont moins optimistes en ce qui concerne l'économie ajoutant-ils.

Les informations disponibles à ce sujet semblent suggérer, indiquent les observateurs, un ralentissement possible des affaires susceptible d'entraîner une diminution des bénéfices des entreprises.

Toutefois, on a gagné 5 points, à 41, à la suite d'une offre d'achat par Chicago Pacific à raison de 43 dollars par action. Digital Equipment a progressé de 2 1/8, à 103 3/4.

Le taux des reports à fin octobre a baissé à 10 5/8 %, contre 11 1/2 %.

La devise titre s'est raffermie pour s'échanger entre 10,54 F et 10,62 F, contre 10,45 F-10,58 F.

L'or a très peu varié : 340,25 dollars l'once à Londres, contre 340 dollars.

A Paris, le lingot a perdu 450 F à 102 300 F et le napoléon 1 F à 605 F.

Table of stock prices for Paris Comptant market, listing various companies and their current and previous prices.

Table of stock prices for the Second Marché (Hors-cote) market, listing various companies and their current and previous prices.

Table of stock prices for Actions au comptant market, listing various companies and their current and previous prices.

Table of stock prices for SICAV 24/10 market, listing various companies and their current and previous prices.

Table of stock prices for Etrangères market, listing various foreign companies and their current and previous prices.

Table of stock prices for Etrangères market, listing various foreign companies and their current and previous prices.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CRÉDIT LYONNAIS. - Lors de leur cotation à la Bourse de Lyon, le premier du genre pour cette catégorie de valeurs mobilières, les titres participatifs du Crédit lyonnais ont été négociés au cours de 1 020 F le 24 octobre, par rapport à un prix d'émission de 1 000 F, les échanges ayant porté sur plus de 7 000 titres. Grâce à cette opération qui totalise 2 milliards de francs, le Crédit lyonnais assure à l'Etat de France, à titre de garantie, la capitalisation boursière de 35 milliards de francs, soit 53 % du total des emprunts cotés à Lyon.

L'AIR LIQUIDE. - Le résultat avant impôt, pour le premier semestre, atteint 407 millions de francs. Calculé selon l'ancienne méthode comptable, il aurait été de 524 millions de francs, contre 460 millions (+ 13,9 %).

DE DIETRICH. - Pour le premier semestre, le chiffre d'affaires s'élève à 1,02 milliard de francs. Grâce à une facturation exceptionnelle, la branche « matériel ferroviaire » a doublé ses ventes. L'activité dans toutes les autres divisions a été satisfaisante et a progressé de 13 %. La marge brute d'exploitation avant amortissements, frais financiers et provisions pour créances douteuses, atteint 66,6 millions de francs, contre 61,4 millions. En tenant compte de ces divers éléments, le résultat de groupe diminue de 12,2 %, à 4,58 million de francs. Selon la direction, les objectifs fixés pour 1984 devraient être atteints, voire dépassés, pour certaines activités.

REV. - La situation au 30 juin fait ressortir un bénéfice de 1,5 milliard de francs après impôts (contre une perte de 15,2 milliards en un an auparavant) et un chiffre d'affaires en hausse de 12,9 %. Avec l'interdiction de faire de la publicité sur le crédit gratuit, les dirigeants estiment difficile de prévoir, pour le second semestre, une progression comparable des résultats.

INDICES QUOTIDIENS (INSEE, base 100 = 29 déc. 1983)

Indice général : 131,1

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE (Effets privés du 25 octobre) : 10,16%

COURS DU DOLLAR A TOKYO (1 dollar en yen) : 244,45

Règlement mensuel

Table for monthly settlement (Règlement mensuel) showing various financial metrics and company names.

COTE DES CHANGES

Table for exchange rates (COTE DES CHANGES) showing rates for various currencies.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market (MARCHÉ LIBRE DE L'OR) showing gold prices and other related data.

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Table for the gold market (MARCHÉ LIBRE DE L'OR) showing gold prices and other related data.

Le billet tous services

